

LES JEUNES AUTOCHTONES, AGENTS DU CHANGEMENT

La jeunesse autochtone se mobilise dans les systèmes alimentaires locaux en période d'adversité



LES JEUNES AUTOCHTONES, AGENTS DU CHANGEMENT

La jeunesse autochtone se mobilise dans les systèmes alimentaires locaux en période d'adversité

AUTEURS:

Anneleen Van Uffelen

Emily Tanganelli

Alina Gerke

Fiona Bottigliero

Etienne Drieux

Yon Fernández-de-Larrinoa

Charlotte Milbank

Sara Sheibani

Ida Strømsø

Mikaila Way

Martial Bernoux

Van Uffelen, A., Tanganelli, E., Gerke, A., Bottigliero, F., Drieux, E., Fernández-de-Larrinoa, Y., Milbank, C., Sheibani, S., Strømsø, I., Way, M. et Bernoux, M. 2022. Les jeunes autochtones, agents du changement - La jeunesse autochtone se mobilise dans les systèmes alimentaires locaux en période d'adversité. Rome, FAO. https://doi.org/10.4060/cb6895fr

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-135921-1 © FAO, 2022



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www. fao.org/publications) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Remerciements	V
Sigles et acronymes	vi
Note de la rédaction	vii
Introduction	1
À Lake Sebu, de jeunes femmes autochtones trouvent des moyens novateurs d'assurer revenus et sécurité alimentaire pendant le confinement aux Philippines	7
Des jeunes de la division territoriale de Kipkandule misent sur les informations sanitaires, les infrastructures et l'agriculture durable pour renforcer la résilience du peuple endorois à Mochongoi (Kenya)	13
Le Chi-Nations Youth Council contribue à l'amélioration de la situation nutritionnelle des peuples autochtones de Chicago et leur procure de la nourriture (États-Unis d'Amérique)	19
De jeunes autochtones sakha se mobilisent pour la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé de la population pendant la pandémie à Oïmiakon (Fédération de Russie)	25
Au Canada, le projet de soutien aux autochtones aide les communautés à se procurer de la nourriture, de l'eau et des produits de santé	31
De jeunes autochtones se mobilisent localement pour assurer la sécurité alimentaire des nations navajo et hopi et leur fournir des produits d'hygiène (États-Unis d'Amérique)	37
Conclusion	43
Références	47
Anneve I – Lignes directrices nour les études de cas	51



TABLEAUX Tableau 1. Définition des termes dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture, pour la FAO et pour les peuples autochtonesiX Tableau 2. Tableau 3. Précisions sur la terminologie xi **FIGURE** Figure 1. Effets du réchauffement climatique et modifications **CARTES** Carte 1. Philippines8 Carte 2. Kenya 14

Carte 5.

Le présent ouvrage décrit plusieurs initiatives mises sur pied par de jeunes autochtones en réponse à la pandémie de covid-19. Il a été rédigé et compilé par différentes divisions de la FAO, des groupes de jeunes et des organisations de peuples autochtones du monde entier dans le cadre d'une collaboration dynamique.

La publication n'aurait pas pu voir le jour sans l'aimable supervision de M. Zitouni Ould-Dada, Directeur adjoint du Bureau du changement climatique, de la biodiversité et de l'environnement (FAO), et de Martial Bernoux, Fonctionnaire principal chargé des ressources naturelles (FAO).

Nous tenons également à remercier Aymen Khalifa, pour la révision de la publication, ainsi que Lucia Moro et Clara Proenca (FAO), pour la conception graphique et la mise en page.

Nous remercions tout particulièrement nos collègues de l'Unité de la FAO chargée des peuples autochtones, qui ont collaboré étroitement à la rédaction du présent ouvrage en veillant à ce que le dialogue avec les peuples autochtones et leur participation se fassent dans de bonnes conditions: Luisa Castañeda-Quintana, Spécialiste des droits des peuples autochtones, Sara Sheibani, Fonctionnaire responsable de la promotion et de la sensibilisation, Mariana Estrada, Spécialiste des programmes et de la gestion des connaissances, Mikaila Katharine Way, Chargée de liaison pour les peuples autochtones au sein du Bureau de liaison pour l'Amérique du Nord, Charlotte Milbank, Chargée de recherche et Spécialiste des systèmes alimentaires autochtones, Abbegayle Mccarter, Chargée de liaison pour les peuples autochtones, et Gennifer Meldrum, Spécialiste des systèmes alimentaires autochtones et de la résilience face au changement climatique.

Nous souhaitons également exprimer notre reconnaissance à Reuben Sessa, Fonctionnaire chargé des ressources naturelles (FAO), qui tient aussi le rôle de point de contact de l'Organisation pour la jeunesse et de coordonnateur de l'Alliance mondiale de la jeunesse et des Nations Unies (YUNGA), pour avoir contribué à nos travaux en prenant contact avec des membres des initiatives de jeunes et apporté son plein concours à la vérification de la publication. Nous remercions aussi Sonja Barwitzki, Consultante pour les chaînes de valeur et l'emploi rural décent (FAO), et Anna Befus, Consultante pour l'emploi rural décent (FAO), d'avoir vérifié l'ensemble de la publication. Daniela Kalikoski, Spécialiste des industries de la pêche (FAO), Malia Talakai, Spécialiste des changements climatiques (Bureau du changement climatique, de la biodiversité et de l'environnement) et point de contact pour les peuples autochtones et les questions de genre (FAO), Anna Befus, Consultante pour l'emploi rural décent (FAO), Jeongha Kim, Chargée de programme (emplois verts) (FAO), et Francisco Carranza, Spécialiste des régimes fonciers (FAO), ont également examiné la note de synthèse relative à la publication.

Enfin, nous aimerions remercier Pramisha Thapaliya (YOUNGO), Yemi Adeyeye, Coordonnateur mondial du mouvement des Jeunes professionnels pour le développement agricole (YPARD), Carson Kiburo, Coprésident du Groupe mondial des jeunes autochtones (GIYC) et point de contact mondial du groupe de la jeunesse du Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes, et Jennifer Peacock, Adjointe aux programmes au Centre pour les jeunes autochtones des États-Unis de l'Institut Aspen, d'avoir pris contact avec des membres des initiatives de jeunes et de les avoir aidés à communiquer la description de leur projet.

Initiatives de jeunes autochtones: titres et auteurs des six exposés

- À LAKE SEBU, DE JEUNES FEMMES AUTOCHTONES TROUVENT DES MOYENS NOVATEURS D'ASSURER REVENUS ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE PENDANT LE CONFINEMENT AUX PHILIPPINES, de Virginia Agcopra, Fidel Rodriguez, Jeffrey Oliver, Jasmin Magtibay, Kathleen Ramilo et Melanie Sison
- DES JEUNES DE LA DIVISIONTERRITORIALE DE KIPKANDULE MISENT SUR LES INFORMATIONS SANITAIRES, LES INFRASTRUCTURES ET L'AGRICULTURE DURABLE POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE DU PEUPLE ENDOROIS À MOCHONGOI (KENYA), d'Amoz Yator
- LE CHI-NATIONS YOUTH COUNCIL CONTRIBUE À L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION NUTRITIONNELLE DES PEUPLES AUTOCHTONES DE CHICAGO ET LEUR PROCURE DE LA NOURRITURE (ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE), d'Anthony Tamez-Pochel
- DE JEUNES AUTOCHTONES SAKHA SE MOBILISENT POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, LA NUTRITION ET LA SANTÉ DE LA POPULATION PENDANT LA PANDÉMIE À OÏMIAKON (FÉDÉRATION DE RUSSIE), de Sargylana Atlasova
- AU CANADA, LE PROJET DE SOUTIEN AUX AUTOCHTONES AIDE LES COMMUNAUTÉS À SE PROCURER DE LA NOURRITURE, DE L'EAU ET DES PRODUITS DE SANTÉ, d'Anna F-M et Vienna Holdip
- DE JEUNES AUTOCHTONES SE MOBILISENT LOCALEMENT POUR ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES NATIONS NAVAJO ET HOPI ET LEUR FOURNIR DES PRODUITS D'HYGIÈNE (ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE), de Shandiin Herrera

Les descriptions des initiatives de jeunes autochtones ont été révisées et établies dans leur version définitive par des auteurs de la FAO, selon les modalités présentées dans la section «Méthode».

CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques		
СОР	Conférence des Parties [à la CCNUCC]		
EPI	équipement de protection individuelle		
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture		
FEM	Fonds pour l'environnement mondial		
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat		
GIYC	Groupe mondial des jeunes autochtones		
KJWA	Action commune de Koronivia pour l'agriculture		
LASIWFA	Association des agriculteurs et des femmes autochtones de Lake Sebu		
LCIPP	Plateforme des communautés locales et des peuples autochtones		
OIT	Organisation internationale du Travail		
OMS	Organisation mondiale de la Santé		
PFNL	produits forestiers non ligneux		
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement		
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre		
SBSTA	Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique		
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance		
YOUNGO	Groupe d'appui des organisations non gouvernementales sur la jeunesse de la CCNUCC		
YUNGA	Alliance mondiale de la jeunesse et des Nations Unies		

La présente note de l'équipe de rédaction de la publication Les jeunes autochtones, agents du changement – La jeunesse autochtone se mobilise dans les systèmes alimentaires locaux en période d'adversité décrit les différences qui existent entre les définitions et les concepts employés par les peuples autochtones, la FAO et l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture (ci-après «l'Action commune de Koronivia») dans le contexte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

L'Action commune de Koronivia est née d'une décision (4/CP.23) dans laquelle les Parties à la CCNUCC demandaient à ses deux organes subsidiaires - l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) et l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) – d'examiner ensemble les questions relatives à l'agriculture en tenant compte de ce qui rend le secteur vulnérable face au changement climatique et des manières d'aborder la question de la sécurité alimentaire. Ils ont été priés d'organiser des ateliers et des réunions d'experts techniques et de coopérer avec les organes constitués au titre de la Convention et les fonds pour le climat afin d'examiner les aspects liés aux modalités de mise en œuvre, à l'évaluation de l'adaptation, à la gestion des sols, de l'élevage, des nutriments et de l'eau et aux effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire et les conditions socioéconomiques dans les différents secteurs agricoles. Les questions relatives aux peuples autochtones ont également leur place dans ces démarches: l'un des cinq ateliers de session de l'Action commune de Koronivia, par exemple, a été l'occasion d'examiner le rôle particulier que jouent les systèmes de connaissances des peuples autochtones. L'idée était de mettre en évidence les mesures d'adaptation qui tiennent compte de la diversité des systèmes agricoles, des systèmes de connaissances traditionnelles des peuples autochtones et des différences d'échelle, ainsi que d'éventuelles retombées positives.

La terminologie et les descriptions relatives aux groupes qui se trouvent en situation fragile utilisées dans les décisions internationales peuvent avoir une influence considérable sur leurs moyens de subsistance et leur participation réelle aux décisions et aux interventions qui les concernent. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones de 2007, par exemple, a marqué un tournant dans la reconnaissance des droits des peuples autochtones. Elle a donné aux pays un cadre conceptuel pour la juste reconnaissance des droits de ces peuples à leurs terres, à leurs territoires et à leurs ressources et a donné naissance à la notion et au processus de consentement préalable, libre et éclairé. La Déclaration est aussi révolutionnaire en ce qu'elle fait apparaître l'expression inclusive «peuples autochtones», au pluriel, forme qui fait ressortir la pluralité et la diversité des 5 000 groupes et sociétés de peuples autochtones qui peuvent à présent se reconnaître dans une seule appellation de portée globale. Il est bien connu que les différentes organisations et instances intergouvernmentales interprètent rarement les termes et concepts de la même manière. Pour améliorer le dialogue et favoriser une issue positive, il est important d'apporter des précisions sur les termes employés dans la présente publication et l'interprétation qu'en font les différents groupes et institutions. On trouvera dans les tableaux ci-dessous les termes les plus importants et ce qu'ils désignent dans le cadre de l'Action commune de Koronivia, pour la FAO et pour les peuples autochtones.

Les tableaux 1 et 2 présentent un aperçu des différentes définitions qui caractérisent le champ d'application et le mandat de plusieurs institutions, accords et entités, et d'autres termes utiles dans le contexte de la présente publication sont définis dans le tableau 3. La présente note de la rédaction n'a pas pour objet de réconcilier les vues divergentes quant à ce que désignent les concepts et la terminologie dans le cadre de l'Action commune de Koronivia, pour la FAO et pour les peuples autochtones, mais simplement de prendre acte de celles-ci.

 Tableau 1
 Définition des termes dans le cadre de l'Action commune de Koronivia pour
 l'agriculture, pour la FAO et pour les peuples autochtones

KJWA	Définition dans la décision portant création de KJWA*
Systèmes alimentaires	La notion de systèmes alimentaires ne figure pas dans la décision portant création de l'Action commune de Koronivia. Par ailleurs, la CCNUCC privilégie généralement l'expression «systèmes de production alimentaire».
Agriculture et manières d'aborder la sécurité alimentaire	Dans la décision relative à l'Action commune de Koronivia, le terme «agriculture» s'appuie sur la définition du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et de la CCNUCC, qui porte essentiellement sur les terres cultivées et les herbages. Les secteurs de la pêche et des forêts en sont exclus. L'un des grands objectifs de l'Action commune de Koronivia est de tenir compte «des vulnérabilités de l'agriculture aux changements climatiques et des modes d'examen des questions de sécurité alimentaire».
Sécurité alimentaire	La sécurité alimentaire n'est pas définie dans la décision, mais elle y est mentionnée et conserve malgré tout une place centrale dans l'Action commune de Koronivia puisque la décision invite les organes concernés à «examiner ensemble les questions relatives à l'agriculture, compte tenu [] des modes d'examen des questions de sécurité alimentaire». Autre signe de l'importance qui lui est accordée, la sécurité alimentaire figure aussi parmi les éléments à prendre en compte dans les activités visées dans la décision, en particulier au thème (f), qui porte sur la «dimension socioéconomique et dimension liée à la sécurité alimentaire des changements climatiques dans le secteur agricole».
Questions relatives aux [] peuples autochtones	La décision ne mentionne pas explicitement les peuples autochtones, mais on trouve dans les conclusions de la quarante-huitième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre l'affirmation selon laquelle les vulnérabilités de l'agriculture face au changement climatique et les manières d'aborder les questions de sécurité alimentaire devraient être prises en compte dans le cadre de l'Action commune de Koronivia, de même que l'importance des questions liées aux agriculteurs, à l'égalité femmes-hommes, aux jeunes, aux communautés locales et aux peuples autochtones. Comme pour tous les processus de négociation menés au titre de la CCNUCC, la démarche qui sous-tend l'Action commune de Koronivia tient compte de l'opinion des neuf circonscriptions créées, parmi lesquelles figurent les organisations de peuples autochtones.
FAO	Définition pour la FAO**
Systèmes agroalimentaires	La FAO soutient la démarche de l'Action commune de Koronivia en sachant que la lutte contre le changement climatique passe nécessairement par la gestion durable des systèmes agroalimentaires, terme qui s'entend comme toutes les activités qui ont lieu de l'étape de la production à celle de la consommation. Plus précisément, il est défini comme suit: «Le système agroalimentaire couvre le cheminement des produits alimentaires de la ferme à la table – y compris lorsque ces produits ont été cultivés, pêchés, récoltés, transformés, conditionnés, transportés, distribués, échangés, achetés, préparés, consommés et éliminés. Il englobe également les produits non alimentaires qui constituent aussi des moyens d'existence et toutes les personnes, activités, investissements et choix qui jouent un rôle le long de la chaîne qui nous permet d'obtenir ces produits alimentaires et agricoles. Dans l'Acte constitutif de la FAO, le terme "agriculture" et ses dérivés englobent la pêche, les produits de la mer, les forêts et les produits bruts de l'exploitation forestière.»
Agriculture ou secteurs agricoles	Dans le contexte de la FAO, les termes «agriculture» et «secteurs agricoles» englobent aussi bien les cultures végétales et l'élevage que la foresterie, la pêche et le développement des ressources en terres et en eau.
Sécurité alimentaire	Employé par la FAO, ce terme renvoie à la définition établie lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996: «La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.» Quatre grandes dimensions de la sécurité alimentaire se dégagent de cette définition: volumes disponibles, accès à la nourriture, utilisation des aliments et stabilité dans le temps.
La vulnérabilité des peuples autochtones	La priorité qu'il convient d'accorder aux groupes vulnérables est énoncée dans la Stratégie de la FAO relative au changement climatique, où il est indiqué que l'Organisation tient compte «des vulnérabilités, besoins, opportunités et capacités des peuples autochtones []».

Cette définition se base sur la décision 4/CP.23 de la CCNUCC et les publications Comprendre l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture et La FAO et l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture de la FAO et fait référence à l'Accord de Paris lorsqu'il y a lieu de le faire.
 ** Cette définition est tirée du portail terminologique de la FAO et de sa Stratégie relative au changement climatique.

Peuples autochtones	Définition pour les peuples autochtones***	
Systèmes alimentaires	Les systèmes alimentaires des peuples autochtones reposent sur une approche biocentrique, selon laquelle la nourriture est essentiellement prélevée plutôt que produite. Ils génèrent peu de déchets et font des ressources une utilisation rationnelle qu'ils modulent en fonction de la reconstitution des écosystèmes. Les peuples autochtones se procurent des aliments variés en agissant très peu sur l'écosystème par rapport à ce qui se fait dans les systèmes de production conventionnels gourmands en intrants.	
Production de nourriture et prélèvements dans la nature	Les peuples autochtones conjuguent habituellement la production d'aliments et les prélèvements dans la nature et pratiquent ainsi des activités telles que la chasse et la cueillette, la pêche continentale et la pêche marine ainsi que l'élevage de rennes en semi-liberté. L'agriculture itinérante est un exemple de production que pratiquent les peuples autochtones et qui reste généralement proche de la nature. Rares sont ceux qui ne comptent que sur une seule source ou activité pour satisfaire leurs besoins alimentaires.	
Sécurité alimentaire et souveraineté alimentaire	Aborder la question de la sécurité alimentaire sous l'angle des droits humain signifie mettre l'accent sur la sécurité nutritionnelle comme sur l'adéquation culturelle, qui est à prendre en compte pour ce qui concerne les choix, la préparation et l'acquisition des aliments. Si l'objectif ultime du droit à l'alimentation est d'éliminer la faim et d'assurer la sécurité alimentaire, il visségalement à établir une démarche globale qui permette aux peuples autochte de contribuer activement à améliorer leur sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire dépend de la disponibilité continue et de l'abondance des ressou naturelles ainsi que de la survie des systèmes culturels variés dans lesquels existent. La défense et la protection de ces territoires relèvent de la souverair alimentaire. En effet, le droit à l'alimentation suppose l'existence du principe de souveraineté alimentaire, c'est-à-dire le droit de posséder des terres, des territoires et des ressources, d'y avoir accès et d'en avoir la libre disposition, que la possibilité de mener des activités de production et de subsistance locale droit à l'autodétermination.	
Les peuples autochtones sont mis en situation de vulnérabilité	D'après les principes fondamentaux qui orientent l'action de la FAO auprès des peuples autochtones, ces derniers ne sont pas intrinsèquement vulnérables mais sont mis en situation de vulnérabilité lorsque leurs droits ne sont pas respectés.	

^{****} Cette définition se base sur la publication White/Whipala Paper on Indigenous Peoples' Food Systems, le Pôle de connaissances mondial sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones, le travail mené par la FAO auprès des peuples autochtones, la Politique de la FAO concernant les peuples autochtones et tribaux et la note conjointe du système des Nations Unies sur le droit à l'alimentation et les peuples autochtones.

Tableau 2 Termes relatifs aux peuples autochtones

Termes	Définition pour les peuples autochtones	Explication du terme pour les besoins de la présente publication
Pauvre	Les peuples autochtones ne s'estiment pas pauvres car ils vivent de la nature qui les entoure (forêts, lacs, rivières et montagnes), mais un faible niveau de monétisation les place parmi les 19 pour cent de la population mondiale en situation d'extrême pauvreté.	Dans la présente publication, le terme «pauvre» est employé dans le contexte de la pauvreté monétaire (devoir vivre avec moins de 1,90 USD par jour).
Agriculteur /exploitant	Les peuples autochtones ne se considèrent pas comme des agriculteurs. Les agriculteurs produisent de la nourriture, tandis que de nombreux peuples autochtones pratiquent différentes activités pour se procurer de la nourriture, telles que la chasse et la cueillette.	Dans la présente publication, les termes «agriculteur» et «exploitant» ne sont pas employés pour décrire les peuples autochtones qui produisent de la nourriture ou la prélèvent dans la nature.
Agriculteur familial	Les peuples autochtones ne se considèrent pas comme des agriculteurs familiaux car ils estiment que l'unité relationnelle ne se situe pas au niveau de la famille mais au niveau de la communauté, du clan ou de la tribu. Les moyens de subsistance des peuples autochtones reposent sur les droits collectifs aux ressources et aux terrains communaux.	Dans la présente publication, la communauté, le clan ou la tribu des peuples autochtones servent de point de référence.

Tableau 3 Précisions sur la terminologie

Termes Explication de certains termes pour les besoins de la présente publication

Résilience

D'après le GIEC, la résilience désigne la capacité qu'ont les systèmes sociaux, économiques et environnementaux de faire face à un phénomène dangereux, à une tendance ou à un bouleversement en réagissant ou en se réorganisant tout en conservant leur fonction, leur identité et leur structure essentielles et en restant à même de s'adapter, d'apprendre et de se transformer (IPCC, 2019). La FAO, elle, définit la résilience dans le contexte de l'alimentation et de l'agriculture comme la capacité de prévenir les catastrophes et les crises, d'en prévoir les effets, de les absorber, de s'y adapter et de s'en remettre le plus rapidement possible et de manière efficace et durable. Cette définition couvre la protection, le rétablissement et l'amélioration des moyens de subsistance face aux menaces qui pèsent sur l'agriculture, la nutrition, la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments (FAO, 2017).

Jeunesse

D'après le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, la meilleure manière de définir la jeunesse est de la faire correspondre à la période de passage de la dépendance qui caractérise l'enfance à l'indépendance qui caractérise l'âge adulte, ce qui rend cette catégorie plus fluide par rapport à d'autres groupes d'âges bien définis (United Nations Department of Economic and Social Affairs, 2018). Étant donné que la présente publication met en lumière les actions menées par des jeunes dans différents contextes régionaux, les auteurs se sont basés sur une définition souple de la jeunesse et en ont fixé l'âge maximal à 35 ans.

L'aperçu général de la terminologie que donnent les trois tableaux ci-dessus s'inscrit dans une tentative de rapprocher les démarches menées sous un angle agricole de celles qui se fondent sur les droits. Les initiatives décrites aux pages suivantes ont été lancées par la jeunesse autochtone en réaction à l'adversité dans les systèmes alimentaires locaux et montrent à quel point ces jeunes sont d'extraordinaires moteurs de changement. On y trouvera une analyse de la contribution de ces projets à la concrétisation des objectifs de KJWA ainsi que des recommandations à suivre pour faire en sorte que les jeunes autochtones soient pris en compte et que leurs moyens d'action soient renforcés dans le cadre de la mise en œuvre de l'Action et d'autres politiques et programmes internationaux, nationaux et locaux. En misant directement sur l'adaptation et ses retombées positives, ainsi que sur les aspects socioéconomiques et la dimension liée à la sécurité alimentaire du changement climatique dans les secteurs agricoles, KJWA englobe plusieurs domaines transversaux dans lesquels les peuples autochtones sont des partenaires indispensables. Au fil des siècles, ils ont en effet contribué durablement à l'agriculture et aux systèmes alimentaires dans une démarche biocentrique qui leur permet de prélever et de produire de la nourriture à l'aide de pratiques complexes de gestion des terres qui sont en harmonie avec les évolutions saisonnières et naturelles. Les auteurs du présent ouvrage reconnaissent et respectent la nécessité d'agir sur la scène politique en faveur des droits humains des peuples autochtones dans de nombreux aspects de leur vie, en particulier l'accès aux soins de santé et aux services sociaux et la représentation politique. Les facteurs négatifs qui fragilisent et marginalisent les peuples autochtones sont variés et sont traités de manière détaillée dans d'autres travaux. L'idée, ici, n'est pas de tenter de les définir avec précision, mais plutôt de décrire les situations de vulnérabilité liées au changement climatique, aux phénomènes météorologiques extrêmes ainsi qu'au prélèvement et à la production de nourriture dans lesquelles ces peuples se trouvent. La question des droits humains est abordée sous l'angle des aspects qui concernent le changement climatique et les droits nécessaires pour produire et prélever de la nourriture. Les différents concepts, mandats et champs d'application existants sont exposés et pris en compte dans le présent document, dont la publication constitue dès lors une occasion de faire connaître les besoins des peuples autochtones ainsi que les nombreux points de vue et projets des jeunes qui en sont issus dans un contexte tel que celui de KJWA. Les initiatives portées par la jeunesse autochtone décrites dans les pages qui suivent et, globalement, la multiplication des nouvelles initiatives de jeunes sont la preuve que la jeunesse, en particulier la jeunesse autochtone, peut être un moteur de changement et participer à l'élaboration de solutions novatrices qu'il convient aussi de prendre en compte et d'intégrer, entre autres, dans KJWA.





Dans une déclaration qu'ils ont adoptée en 2020, les peuples autochtones d'Amérique du Nord se sont dits prêts et disposés à agir ensemble face à la nécessité de prendre de toute urgence des mesures réellement utiles;

prêts à promouvoir ces démarches et à être des forces agissantes en faveur du respect, de l'engagement, de la collaboration et de la mobilisation.

(North American Indigenous Peoples, 2020).



La présente publication met en lumière six initiatives menées par de jeunes autochtones dans différentes régions du monde, qui montrent la voie en misant sur des solutions et des collaborations novatrices pour faire face aux difficultés engendrées par le changement climatique et aggravées par la pandémie de covid-19 qui sévit en ce moment.

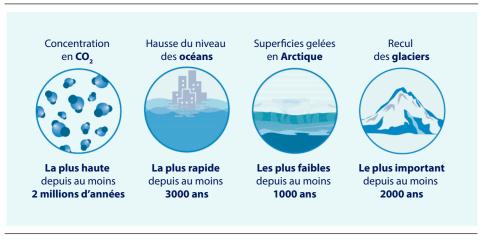
Les initiatives montrent à quel point les groupes, les réseaux et les plateformes mis en place par les jeunes autochtones au niveau local sont essentiels pour satisfaire les besoins fondamentaux de leurs communautés dans ce contexte difficile. Elles illustrent les perspectives qui peuvent s'ouvrir lorsque ces jeunes ont les moyens et le soutien qu'il leur faut pour devenir des agents du changement.

Les actions entreprises par les jeunes autochtones ont facilité la transformation des systèmes alimentaires des peuples autochtones et les ont rendus plus résilients en cette période de crise. Leurs récits évoquent la manière dont ils ont tiré parti des connaissances traditionnelles de leurs peuples et les ont mises en pratique pour atténuer le changement climatique et autres phénomènes défavorables et s'adapter à leurs effets.

Les peuples autochtones et le changement climatique

Les peuples autochtones, et en particulier les jeunes, sont très vulnérables aux contraintes extérieures qui menacent leurs moyens de subsistance, leur culture, leur identité et leurs droits. Citons, par exemple, les conséquences de la colonisation et des politiques d'assimilation sur plusieurs générations, et le fait que leurs droits et identité en tant que peuples autochtones sont rarement garantis (ISHR [Service international pour les droits de l'homme], 2019). Les effets négatifs du changement climatique et des phénomènes météorologiques extrêmes sont également un facteur de perturbation majeur pour les populations autochtones qui, pourtant, ne contribuent guère à

Figure 1 Effets du réchauffement climatique et modifications de la surface terrestre



Source: GIEC WGI TSU. 2021. Sixième rapport d'évaluation (en anglais). www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/outreach/IPCC_AR6_WGI_Press_Conference_Slides.pdf

ces changements défavorables. Au contraire, les peuples autochtones sont un moteur de la protection de leur environnement et de la biodiversité et peuvent jouer un rôle clé dans l'élaboration des politiques d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets (Compact for Young People in Humanitarian Action [Pacte pour les jeunes dans l'action humanitaire], 2020; FAO, 2020e, 2020h; FSIN [Réseau d'information sur la sécurité alimentaire], 2020; IPEC [Programme international pour l'abolition du travail des enfants] et INDISCO COOP, 2003; UN [ONU], 2020; UN Indigenous Peoples, 2020).

Les contraintes politiques externes et les incidences du changement climatique sur l'environnement continuent de fragiliser les peuples autochtones, qui sont nombreux à se trouver dans une situation d'insécurité alimentaire grave. Leurs territoires sont souvent sévèrement touchés par la pollution environnementale, du fait de la contamination des rivières et des sources d'eau qu'entraînent les projets d'extraction et/ou de l'activité des industriels qui opèrent à proximité ou à l'intérieur de leurs terres et de leurs territoires (FAO, 2013; OHCHR [Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme], 2020; Dwayne, 2020). Les communautés de peuples autochtones se trouvent souvent dans des zones reculées, où les services publics ne sont pas assurés et où elles ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour satisfaire leurs besoins essentiels, tels que l'accès à l'eau, à l'électricité, à la nourriture et aux ressources sanitaires. L'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à d'autres ressources de base est indispensable, non seulement pour lutter contre les maladies, mais également pour protéger les peuples autochtones contre les risques élevés de maladies transmises par l'eau (FAO, 2020b, 2020c, 2020d, 2020f; Schmidhuber, Pound et Qiao, 2020).

Les peuples autochtones et la covid-19

La crise sanitaire provoquée par la covid-19 a accentué les pressions que subissaient déjà les peuples autochtones et fait peser une menace supplémentaire sur leur sécurité alimentaire, leur santé et leur bien-être.

Les restrictions imposées aux déplacements et la fermeture des marchés dans de nombreuses régions où vivent des populations autochtones ont privé celles-ci de leurs principales sources de revenus, lesquels sont souvent issus de la production alimentaire et d'emplois saisonniers dans l'agriculture, la pêche ou le pastoralisme. Outre les pertes de revenus, ces restrictions ont aggravé l'insécurité alimentaire en rendant difficile l'accès aux produits nécessaires importés ou aux lieux où il était habituellement possible de se procurer des aliments sauvages. Une aide alimentaire d'urgence est parfois fournie, mais elle est rarement adaptée aux particularités culturelles. Ces situations de vulnérabilité accrue conduisent de nombreux peuples autochtones à adopter des stratégies d'adaptation préjudiciables pour lutter contre l'insécurité alimentaire, par exemple la vente de biens, la production et la vente d'objets ou de biens illicites ou encore le recours au travail des enfants (Compact for Young People in Humanitarian Action, 2020; FSIN, 2020; IPEC et INDISCO COOP, 2003; UN, 2020; UN Indigenous Peoples, 2020).

Ces stratégies d'adaptation peuvent, par voie de conséquence, les rendre plus vulnérables encore. Il est de la plus haute importance de remédier à ces circonstances défavorables et de rétablir la résilience des peuples autochtones pour leur permettre, en définitive, de continuer à jouer un rôle crucial dans la protection de nos écosystèmes et l'atténuation du changement climatique.



Des perspectives pour les jeunes autochtones

Il peut être difficile de concourir à la concrétisation de ces objectifs d'une manière qui soit culturellement acceptable, aussi les jeunes autochtones tiennent-ils une place stratégique à cet égard. Ils sont en effet connus pour leur capacité d'évoluer entre deux mondes, en quelque sorte, c'est-à-dire de se frayer un chemin entre les cultures et les modes de vie traditionnels des peuples autochtones et ceux des sociétés modernes. Ils jouent un rôle déterminant dans la représentation de leurs communautés, la médiation et la résolution des conflits (ISHR, 2019). Ils peuvent dialoguer efficacement avec les communautés, comprendre leurs besoins et leur ouvrir l'accès aux informations destinées au public (notamment grâce aux réseaux sociaux) en comblant le fossé technologique (FAO, 2020f).

Les caractéristiques culturelles propres aux jeunes autochtones que sont le respect de l'environnement et la durabilité, associées à l'esprit d'innovation et au militantisme sociopolitique que l'on retrouve chez bon nombre d'entre eux, peuvent contribuer à la résilience durable des systèmes alimentaires autochtones (ISHR, 2019). Leur travail est essentiel pour empêcher la disparition des aliments et de la culture alimentaire traditionnels tout en tenant compte de l'évolution rapide des valeurs des jeunes générations (Garcia, 2018). Cette place de choix permet aux jeunes autochtones de réellement participer à la création d'un système plus durable, plus résilient et plus interdépendant au profit des prochaines générations de peuples autochtones et non autochtones (Garcia, 2018). Ils sont porteurs d'un potentiel déterminant pour ce qui est d'allier les capacités traditionnelles aux connaissances scientifiques et approches novatrices occidentales (FAO, 2013). Les exemples de jeunes autochtones qui mettent en place des réseaux et des plateformes pour défendre leurs droits sont nombreux à travers le monde. La création de ces réseaux permet d'apporter des solutions adaptées à leurs besoins spécifiques et de coordonner les interventions d'assistance aux niveaux local et mondial afin d'accroître la résilience et la



Photo 2 Walter Cu Pop et Andrea Cu Ical sont deux jeunes entreprenants qui souhaitent promouvoir des projets touristiques ainsi que les forêts et l'exploitation forestière durable.

sécurité alimentaire. Les jeunes s'en servent également pour sensibiliser le public, notamment aux questions suivantes: 1) leur contribution à l'adaptation aux effets du changement climatique; 2) les capacités de préservation exceptionnelles de leurs écosystèmes et de la biodiversité: 3) la valeur de leurs connaissances traditionnelles. Ils peuvent aussi aider à établir des liens entre les peuples autochtones, les gouvernements et les organisations internationales. Ils sont des pionniers lorsqu'il s'agit d'apporter des solutions adéquates aux difficultés et aux défis liés au changement climatique. Les réseaux sociaux sont pour les jeunes autochtones un outil essentiel de médiation et de mobilisation politique dont ils se servent pour canaliser les connaissances traditionnelles en matière de durabilité vers des programmes politiques inclusifs afin de faciliter le passage à des systèmes alimentaires résilients sur le long terme. Il est important, pour augmenter les chances de succès, d'aider les jeunes autochtones à se faire entendre et à jouer un rôle de premier plan dans les débats politiques locaux, nationaux et internationaux afin de susciter des changements positifs en matière de gouvernance socioéconomique et environnementale.

Ces dernières années, les appels à l'engagement et à l'inclusion des jeunes autochtones et non autochtones dans les processus décisionnels se sont multipliés (CBD [Convention sur la diversité biologique], 2020; GIYC [Groupe mondial des jeunes autochtones], 2020; IIFB [Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité], non daté; YOUNGO [groupe d'appui des organisations non gouvernementales sur la jeunesse de la CCNUCC], 2021). D'après le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), il est clair que le changement climatique a des incidences négatives importantes sur les moyens de subsistance et le bien-être des populations et que ces effets vont encore s'aggraver (IPCC, 2021).

Des mouvements comme «Fridays for Future», les documents de position officiels de représentants de la jeunesse, tels que le grand groupe des enfants et des jeunes des Nations Unies, et les activités du groupe d'appui des organisations non gouvernementales sur la jeunesse (YOUNGO) de la CCNUCC prouvent que les jeunes sont de plus en plus conscients du fait que le changement climatique est une question intergénérationnelle. Les Parties à la CCNUCC et les observateurs de la Convention ont affirmé à plusieurs reprises, notamment dans le cadre de KJWA pour l'agriculture et de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones (LCIPP), que les peuples autochtones devaient participer comme il se doit à la mise en œuvre des politiques et des projets liés au changement climatique. La place très spéciale qui est celle des jeunes autochtones dans ce contexte montre qu'il faut absolument les faire participer aux processus décisionnels afin de garantir la bonne mise en œuvre des accords internationaux, notamment KJWA, dont l'objectif est de trouver des moyens possibles d'assurer la sécurité alimentaire et de réduire la vulnérabilité des activités liées à l'agriculture face au changement climatique. Elle est donc particulièrement importante pour les jeunes autochtones ainsi que pour une transformation équitable des systèmes alimentaires en général, et des leurs en particulier (FAO, 2019, 2020b, 2020g). L'intégration des points de vue divers des jeunes autochtones est essentielle à la réussite de la mise en œuvre de l'Action commune de Koronivia, pour une agriculture plus durable et une sécurité alimentaire renforcée à l'ère du changement climatique (FAO, 2020e).

La présente publication décrit des initiatives menées par de jeunes autochtones pour renforcer la résilience en situation de crise. On y trouvera une vue d'ensemble de ce qui a été observé, les facteurs qui permettent aux jeunes autochtones de jouer leur rôle d'agents du changement et des idées en vue de l'éventuelle prise en compte des connaissances nouvellement acquises dans une décision de KJWA et sa mise en œuvre.



Méthode

Le présent rapport rend compte des activités mises en œuvre jusqu'en juin 2020 dans le cadre d'initiatives menées par des jeunes en réponse au changement climatique, à l'insécurité alimentaire et à la pandémie de covid-19. Les initiatives ont été sélectionnées à la suite de la publication, sur la page web de la FAO consacrée à l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture, d'un appel à études de cas sur la riposte de la jeunesse autochtone face à la covid-19. Des critères de sélection précis ont été établis à cette fin (voir annexe I). De jeunes autochtones qui participaient à des projets au sein de leurs communautés ou qui les dirigeaient ont présenté leur initiative selon un modèle détaillé assorti d'une liste de questions et exposé le travail qu'ils avaient accompli jusqu'en juin 2020 (voir annexe I). Dans le questionnaire, une description approfondie des incidences des aspects sociaux et du changement climatique sur les communautés, de toutes les activités menées par des jeunes, des difficultés rencontrées et des enseignements tirés a été fournie pour chaque initiative, de même que des recommandations à l'intention de différents acteurs sur les moyens d'améliorer la collaboration avec les peuples et les jeunes autochtones. Pour obtenir des informations pertinentes supplémentaires et s'assurer de bien interpréter les renseignements fournis dans le questionnaire, les auteurs ont contacté les jeunes autochtones et leur ont posé des questions précises et ces derniers ont participé à plusieurs étapes du processus de révision. Le contenu de la présente publication est donc fondé sur les données et expériences communiquées par les jeunes ainsi que sur des documents complémentaires. Toutes les descriptions des initiatives s'accompagnent d'une série de recommandations formulées par la FAO concernant les défis, les enseignements tirés et les besoins décrits par les jeunes autochtones dans leurs réponses au questionnaire.



Photo 3 Femme sakha cousant un masque et partageant ses connaissances avec la jeune génération.

À LAKE SEBU, DE JEUNES FEMMES AUTOCHTONES trouvent des moyens novateurs d'assurer revenus et sécurité alimentaire pendant le confinement aux Philippines

AUTEURS:

Virginia Agcopra, Fidel Rodriguez, Jeffrey Oliver, Jasmin Magtibay, Kathleen Ramilo et Melanie Sison

RÉGION SOCIOCULTURELLE: ASIE LIEU: LAKE SEBU, COTABATO DU SUD, PHILIPPINES





LES PEUPLES AUTOCHTONES AUX PHILIPPINES

- Aux Philippines, bon nombre de peuples autochtones vivent dans des régions isolées géographiquement et n'ont pas accès aux services sociaux de base. D'un autre côté, les ressources naturelles précieuses, telles que les minéraux, les forêts et les cours d'eau, se trouvent essentiellement dans les territoires qu'ils occupent, ce qui les expose constamment aux agressions par le développement et à l'accaparement des terres (Dwayne, 2020).
- La majorité des peuples autochtones pratiquent une forme ou l'autre d'agriculture itinérante en plaine, dans des régions vallonnées ou dans des milieux montagneux. Il existe entre eux des différences majeures concernant le type de production agricole pratiqué et les méthodes spécifiques qui sont rattachées à cette forme d'utilisation des terres. Des groupes relativement restreints de chasseurs-cueilleurs chassent, pêchent et récoltent des produits forestiers non ligneux (PFNL) (Persoon et Minter, 2020).
- Au fil des siècles, ils ont été contraints de s'adapter sans cesse à de nouveaux effets et catastrophes climatiques en puisant dans leurs systèmes de savoirs traditionnels et, en même temps, de faire face et survivre aux pandémies, aux invasions et aux foyers infectieux localisés (Persoon et Minter, 2020).

Carte 1 Philippines



Source: UNCS, ESRI, Government of USA. (Septembre 2013) modifié pour se conformer à UN, 2020.

Incidences du changement climatique et de la covid-19 sur les peuples autochtones de la municipalité de Lake Sebu

Les facteurs de stress que sont, par exemple, les épisodes de sécheresse, les fortes inondations et les typhons ont une incidence majeure sur la production agricole aux Philippines et mettent gravement en péril la sécurité sociale, économique et alimentaire du pays. Les catastrophes naturelles en puissance peuvent réduire la productivité des exploitations, endommager les structures et les installations agricoles, limiter le choix des cultures à exploiter et détruire les infrastructures (Rosengrand et al., 2015; Rosengrand et Sombilla, 2019; The World Bank [Banque mondiale], 2020). L'augmentation des besoins de production et les changements climatiques qui se produisent en parallèle compliquent déjà les efforts déployés pour parvenir à la sécurité alimentaire et faire reculer la pauvreté. Ces dernières années, la productivité agricole aux Philippines a généralement été faible, freinant la croissance économique et la création d'emplois, dans un pays où l'agriculture est pourtant le principal secteur d'activité et compte pour un tiers de la population active. Trois millions d'enfants étaient en situation de malnutrition en 2010, ce qui met en évidence l'insécurité alimentaire qui frappe le pays (Rosengrand et Sombilla, 2019).

L'association des agriculteurs et des femmes autochtones de Lake Sebu indique également que le changement climatique pèse lourdement sur la production agricole de la région, où pertes agricoles et mauvaises récoltes sont des problèmes persistants. Certains agriculteurs qui cultivent principalement du riz, du maïs, de l'abaca ou des bananes cultivent également des légumes pour gagner un peu plus d'argent, mais cette activité supplémentaire ne leur apporte que des revenus saisonniers.

L'ASSOCIATION DES AGRICULTEURS ET DES FEMMES **AUTOCHTONES DE LAKE SEBU**

- Association créée en 2017 dans le cadre du projet de la FAO sur la conservation dynamique et l'utilisation durable de l'agrobiodiversité dans les écosystèmes agricoles traditionnels des Philippines et financée par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).
- Vingt-cing membres, dont 10 âgés de 30 ans ou moins.
- La municipalité de Lake Sebu est située dans une zone exposée à la sécheresse où les températures sont élevées et où les cumuls de précipitation annuels sont faibles. Alors qu'il pleuvait régulièrement de janvier à décembre les années précédentes, en 2021, certaines communautés, telles que celle du barangay (village) de Klubi, ont connu des pluies abondantes et des glissements de terrain.
- Dans cette partie du pays, les peuples autochtones tirent essentiellement leurs revenus de la production de t'nalak un tissu traditionnel confectionné par des femmes de la tribu t'boli – et de l'exploitation de variétés de riz traditionnelles et d'autres cultures issues de la biodiversité agricole (maïs, banane, taro, igname, tomate et abaca).
- Activités de l'association: renforcement des capacités entrepreneuriales par la formation de personnes autochtones à la production de chips de taro, de tomates confites et de chips de banane bongulan; collaboration avec les organismes publics locaux (appui aux politiques et aux infrastructures) et avec le secteur privé (assistance technique, médiation avec les municipalités et aide à la commercialisation).



Les effets du changement climatique agissent également sur la production de t'nalak, tissu traditionnel élaboré par la tribu t'boli. En raison des températures supérieures aux moyennes, il est plus difficile de produire de l'abaca, principale matière première utilisée dans la confection du tissu, car la fibre devient fragile et se casse facilement lorsqu'elle est exposée à la chaleur. En conséquence, le t'nalak est de moins bonne qualité et se vend à un prix plus bas. La production de bananes bongulan diminue également de manière constante depuis quelques années car cette variété locale a absolument besoin de températures peu élevées et d'un couvert forestier suffisant pour se développer de manière optimale. La région reste néanmoins propice à la culture de la banane et de l'abaca, qui sont parvenus, dans une certaine mesure, à s'adapter et à résister au changement climatique, notamment grâce à l'intervention des autorités locales, qui ont interdit l'abattage d'arbres afin de préserver le couvert forestier.

Les répercussions du changement climatique sur la sécurité alimentaire aux Philippines ont été exacerbées par la crise liée à la covid-19, laquelle est à l'origine d'une aggravation des inégalités socioéconomiques et de l'insécurité alimentaire. La pandémie a en effet compliqué la situation car la restriction des déplacements liée aux mesures d'isolement a perturbé encore davantage la production, le transport et le commerce des produits agricoles et a fortement limité l'accès de la population à la nourriture et aux moyens de subsistance, ce qui fait qu'elle peine de plus en plus à tirer un revenu décent de l'agriculture.

Comment l'association des agriculteurs et des femmes autochtones de Lake Sebu fait-elle bouger les choses?

Pour atténuer les difficultés résultant des restrictions imposées aux déplacements du fait de la covid 19, des jeunes de la branche de LASIWFA basée à Klubi ont décidé de produire des chips de banane à partir d'invendus pour limiter le gaspillage et s'assurer des revenus dans cette partie de la municipalité, l'une des plus difficiles d'accès. Avant la pandémie, des membres de l'association vivant à Klubi avaient participé à une formation sur la transformation de produits alimentaires issus de la biodiversité agricole locale, notamment la banane, le taro et la tomate. La formation a été menée dans le cadre d'une collaboration entre la FAO et des institutions nationales, des organismes publics locaux et des entrepreneurs et formateurs du secteur privé, qui ont accompagné des membres de l'association dans le perfectionnement de leurs compétences de transformation de plantes cultivées.

Grâce à ce projet financé par le FEM, les femmes de la tribu t'boli, majoritaires dans la branche de Klubi, promeuvent et vendent leurs produits avec davantage d'assurance. Elles ont également développé leur esprit d'entreprise et se sont lancées dans la production de chips à partir de bananes bongulan. Elles ont ainsi découvert de nouveaux moyens rentables d'exploiter leurs produits frais invendus et non livrés pour éviter qu'ils ne soient gaspillés. Forts de ce nouvel esprit d'entreprise, les membres et les responsables de LASIWFA envisagent et concluent, à leur propre initiative, de nouveaux partenariats en vue de multiplier les débouchés commerciaux. Constatant le potentiel de l'association, les organismes publics locaux sont aujourd'hui nombreux à soutenir le groupe. Ses réalisations ont non seulement attiré de nouveaux investissements, mais aussi suscité l'intérêt d'autres membres de la communauté, en particulier les jeunes chômeurs.



Photo 4 Des jeunes de l'association LASIWFA, Reymark Sulan et Antonnette Malon, au centre de formation des agriculteurs résilients face au changement climatique (Climate Resilient Farmers Business School – CRFBS) du barangay de Klubi (Lake Sebu).

Principales actions entreprises par l'association LASIWFA pour renforcer la résilience:

- 1. l'utilisation à l'échelon local de variétés traditionnelles d'abaca et de banane, toutes deux très résistantes aux variations climatiques, a été promue et, en parallèle, un approvisionnement continu en matières premières a été assuré tout au long de l'année. Comme cette production agricole contribue à ses moyens de subsistance, la communauté s'emploie également à protéger les zones de culture:
- des formations axées sur le développement des compétences en matière de transformation de produits cultivés ont été organisées dans le cadre d'une collaboration entre la FAO et les institutions nationales, des organismes publics locaux et des entrepreneurs et formateurs du secteur privé;
 - parallèlement aux compétences qu'ils ont acquises et au matériel de transformation mis à leur disposition dans le cadre du projet, les membres de l'association ont ainsi pu s'assurer un revenu malgré les restrictions dues à la pandémie de covid-19 et convertir leurs cultures, autrefois sous-évaluées, en produits à haute valeur ajoutée;
- 3. pendant le confinement, le Président du Conseil d'administration de LASIWFA a obtenu un laissez-passer qui a permis aux membres d'accéder aux marchés visés et d'acheminer un petit stock de chips de banane de Klubi jusqu'au point de vente ambulant de la capitale provinciale;
 - grâce à cette initiative, les membres de LASIWFA à Klubi ont pu vendre leurs produits et les autres produits de base de la province dans différentes municipalités de Cotabato du Sud.



Points d'ancrage et enseignements tirés

- tenir compte des jeunes producteurs de denrées alimentaires à petite échelle dans le cadre des investissements publics, en particulier les jeunes autochtones, pour les aider à devenir des acteurs de la transformation des systèmes alimentaires. Les jeunes mettent à profit leurs connaissances et leurs pratiques traditionnelles tout en s'efforçant de s'adapter à l'évolution du marché. Les mécanismes d'indemnisation temporaire et autres mesures de protection devraient être accessibles au secteur informel et couvrir systématiquement les jeunes femmes et les jeunes hommes des zones rurales, qui peuvent être les premiers à être exclus du marché du travail étant donné qu'ils sont souvent les derniers à y être entrés;
- maintenir les chaînes d'approvisionnement agricole et renforcer les liens des producteurs locaux avec le marché, et, en parallèle, promouvoir un travail décent et culturellement adapté et instaurer des mécanismes de mise en correspondance de la main-d'œuvre qui permettent aux jeunes autochtones d'accéder aux emplois disponibles dans les systèmes alimentaires;
- promouvoir des programmes et des formations donnant aux jeunes autochtones les compétences et les ressources nécessaires pour trouver des moyens novateurs et créatifs d'améliorer leurs revenus et de renforcer leurs moyens d'existence, en particulier pendant des périodes d'incertitude telles que la pandémie de covid-19;
- créer des programmes par l'intermédiaire de plateformes numériques et de technologies modernes, selon des modalités adaptées et acceptables, qui viennent compléter les sources de revenus, les activités et les pratiques traditionnelles des jeunes autochtones et leur donner les moyens de promouvoir et de protéger les systèmes alimentaires des peuples autochtones à l'aide de solutions novatrices.

#Citation

« Hol sengifau yom tonok ,gononhu ,no ne kde yo kem lemowil tahen, be abay se tey mebetes be dou klowil,ne be dou fes lowo a ni se yom kendengen la benli du. Ou tmobonge semgifa yom kut hmilol mlan be kulu koyu,ne kde yo kem kay hulu teganay, ne lae gemamit hilo ne henlos hmulu hol ne yom soging genulon ».

(**Traduction**): « Nous pouvons contribuer à la protection de l'environnement et de la biodiversité agricole en plantant différentes essences d'arbres locales, la seule richesse que nous puissions léguer à nos enfants. Nous pouvons également protéger l'environnement en continuant à transmettre des connaissances à nos enfants sur l'importance des arbres, les effets préjudiciables des produits chimiques et des engrais de synthèse et les avantages de la culture de variétés traditionnelles, telles que la banane bongulan ».

DES JEUNES DE LA DIVISION TERRITORIALE DE KIPKANDULE misent sur les informations sanitaires, les infrastructures et l'agriculture durable pour renforcer la résilience du peuple endorois à Mochongoi (Kenya)

AUTEUR:

Amoz Yator

RÉGION SOCIOCULTURELLE: AFRIQUE LIEU: MOCHONGOI, COMTÉ DE BARINGO, KENYA





LES PEUPLES AUTOCHTONES AU KENYA

- Les minorités et les groupes marginalisés sont protégés par la Constitution kényane, mais il n'existe pas de législation spécifique pour les peuples autochtones.
- La nouvelle loi relative aux terres communautaires peut leur permettre de parvenir à la sécurité d'occupation des terres.
- Les peuples autochtones du Kenya sont composés de chasseurscueilleurs (par exemple les peuples ogiek, sengwer, yaaku et waata) et d'éleveurs pastoraux (25 pour cent de la population appartient à cette catégorie, notamment les peuples endorois, turakana, masai et samburu).

Carte 2 Kenya



Source: ESRI, UNCS, GAUL. (septembre 2013) modifié pour se conformer à UN, 2020.

Incidences du changement climatique et de la covid-19 sur le peuple endorois

Au Kenya, 11,8 millions de personnes sont sous-alimentées et 9,6 millions d'entre elles sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire (FAO, 2020a; UNFCCC, 2015). Les longues périodes de sécheresse affaiblissent les moyens de subsistance et la résilience des communautés de cette partie du pays, lesquelles adoptent des stratégies d'adaptation qui ne sont ni souhaitables, ni durables, qui nuisent à l'environnement et à l'état nutritionnel des ménages et, par conséquent, qui fragilisent encore plus la sécurité alimentaire à longue échéance. Les pluies abondantes et les inondations ont provoqué beaucoup de décès et accentué le risque d'apparition de maladies, ce qui a freiné la lutte contre la pandémie de covid-19 (UNOCHA [Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires], 2020). Le groupe de jeunes de la division territoriale de Kipkandule estime que le changement climatique influence la plupart des dimensions de leurs activités économiques.

Les sécheresses prolongées qui sont survenues dans la région ont entraîné de fortes baisses de rendement et le décès d'une grande partie du cheptel en raison du manque de pâturages et d'eau. De plus, les Endorois vivant à proximité du lac Baringo et du lac Bogoria sont confrontés à d'immenses défis liés aux inondations plus fréquentes et plus intenses, qui les contraignent à s'installer ailleurs et à trouver un logement provisoire (dans une école ou un camp, par exemple) en attendant la décrue. Les communautés agricoles qui vivent en haute altitude constatent des variations dans le régime de pluie qui compliquent les prévisions météorologiques et, par conséquent, la planification des activités agricoles. D'autre part, les conditions météorologiques imprévisibles nuisent à la récolte du pollen par les abeilles et pèsent sur la productivité apicole.

Selon le groupe de jeunes de Kipkandule, la pandémie de covid-19 a aggravé la situation en dégradant encore davantage la plupart des sources de revenus. La fermeture des marchés a beaucoup compliqué la vente de bétail et d'autres produits locaux. Les acteurs intermédiaires qui achètent habituellement le bétail dans les exploitations familiales proposent des tarifs extrêmement faibles et les éleveurs n'ont pas d'autre choix que de vendre leurs bêtes à un prix inférieur à leur valeur sur le marché. Les kiosques enregistrent également des pertes très importantes. Face à la fermeture de leur école et aux difficultés financières de

LES JEUNES DE LA DIVISION TERRITORIALE DE KIPKANDULE (KIPKANDULE CODE AREA)

- Intervention à Baringo, l'un des 47 comtés du Kenya, un territoire composé de collines escarpées.
- Principales sources de revenus du peuple endorois du comté de Baringo: pastoralisme, agriculture de subsistance en haute altitude, apiculture et pêche dans les environs du lac Baringo.
- Fondé en 2018, le groupe de jeunes compte 58 membres (40 hommes et 18 femmes).
- Activités du groupe: promotion de la plantation d'arbres, réparation de routes impraticables et construction de logements pour les membres de la communauté, y compris pour les personnes âgées, les personnes souffrant d'une incapacité physique et les personnes démunies.



leur famille, des adolescents se lancent dans des activités à temps partiel dans des exploitations agricoles afin de contribuer aux revenus du ménage. Dans ces circonstances, l'extrême pauvreté progresse et, pour s'en sortir et gagner de l'argent, certains misent sur le brassage illégal.

Comment les jeunes de la division territoriale de Kipkandule font-ils bouger les choses?

La division territoriale de Kipkandule coopère avec les autorités locales dans le cadre des mesures judiciaires prises contre les brasseurs illégaux. Pour compenser les pertes de revenus résultant de l'arrêt de cette pratique, le groupe de jeunes de Kipkandule promeut d'autres moyens de gagner de l'argent sous la forme d'activités agricoles durables: pépinières, exploitation laitière, horticulture et production de légumes destinés à être commercialisés, par exemple. Comme le groupe ne possède pas la capacité ni les moyens financiers d'aider les familles à basculer vers ces nouvelles sources de revenus, il oriente les membres de la communauté vers des organismes publics, notamment le bureau de vulgarisation agricole et l'office des forêts du Kenya.

Il a également organisé une collecte de fonds auprès du peuple endorois de Mochongoi pour réparer les routes endommagées par les fortes précipitations et les inondations. L'initiative a permis à la population de continuer à se procurer les produits d'hygiène et les équipements médicaux nécessaires pendant la pandémie et fait en sorte que l'approvisionnement en produits alimentaires soit garanti dans les commerces et sur les marchés locaux. Les membres de la division territoriale de Kipkandule ont également construit des logements de meilleure qualité pour accueillir celles et ceux dont l'hébergement laissait à désirer. Le groupe a par ailleurs joué un rôle essentiel dans la diffusion d'informations à jour sur la covid-19 auprès du peuple endorois de Mochongoi en gardant un lien étroit avec les membres installés dans les grandes villes et en traduisant ces informations dans la langue locale des Endorois. Il aide également à renforcer la collaboration entre les responsables locaux et les autres membres de ce peuple autochtone. Ce réseau permet à la division territoriale de Kipkandule





Photo 6 Des membres de la division territoriale de Kipkandule assistent à une réunion de sensibilisation à la covid-19.

de mener une action plus percutante tout en appuyant les restrictions imposées par les pouvoirs publics pour faire face à la pandémie. Le plus difficile pour le groupe a été de trouver un soutien financier pour mettre en œuvre ses initiatives.

Principales actions entreprises par les jeunes de la division territoriale de Kipkandule pour renforcer la résilience:

- les jeunes ont créé un réseau en ligne composé de membres basés à divers endroits pour élargir l'accès aux dernières informations sur la covid-19 dans la langue locale et favoriser leur diffusion;
 - → La population locale jouit ainsi d'une meilleure capacité d'adaptation car le réseau peut aider la communauté à obtenir et à diffuser des informations sur le changement climatique, l'agriculture et les politiques.
- 2. le groupe a fait la promotion de sources de revenus agricoles durables (pépinières, exploitation laitière, horticulture et production de légumes destinés à être commercialisés) afin de lutter contre le brassage illégal.
 - Ces activités illégales ont ainsi diminué de plus de 60 pour cent depuis le début de l'année 2020 et 7 ménages sur 12 ne les pratiquent plus.
 - → La baisse de la consommation de mélanges non autorisés qui en a résulté a également contribué à renforcer la sécurité alimentaire et à améliorer la santé de la population.
- 3. des routes et des logements ont été rénovés au niveau local grâce à une collecte de fonds menée auprès des Endorois de Mochongoi;
 - → Cette initiative renforce la résilience de la communauté, qui bénéficie de revenus plus stables et d'une plus grande sécurité alimentaire puisqu'elle accède plus facilement aux marchés et aux commerces locaux, où elle peut acheter de la nourriture et éventuellement vendre des produits agricoles, et les membres de la communauté jouissent de meilleures conditions de vie.



Points d'ancrage et enseignements tirés

- renforcer la collaboration avec les chefs traditionnels et les jeunes chefs de file des peuples autochtones ainsi qu'avec les organisations locales et les faire participer davantage à l'élaboration des mesures et des politiques nationales en matière de santé. L'idée est de rendre les informations et les services plus accessibles au sein des communautés de peuples autochtones. Il est essentiel que les mesures, les politiques et les programmes de santé nationaux en rapport avec les jeunes, l'agriculture et le changement climatique qui touchent les peuples autochtones soient traduits dans leur langue;
- créer et promouvoir des canaux et des programmes de formation pour permettre aux jeunes autochtones d'obtenir des fonds pour se former et d'acquérir des compétences d'encadrement pour pouvoir mettre en œuvre des solutions venant de la base qui les aideront à atténuer le changement climatique, à s'adapter à ses effets et à réagir rapidement en cas d'urgence. Les organisations internationales peuvent participer en fournissant des services de formation spécialisée et de microfinancement dans le cadre du lancement de ces activités;
- créer une plateforme numérique pour le recueil et l'échange de connaissances afin que les jeunes autochtones puissent trouver les activités ou les méthodes d'exploitation agricole les plus adaptées à leur situation ainsi que des instructions et des outils qui conviennent à leur mise en œuvre. L'initiative aurait pour effet de favoriser l'appropriation culturelle des solutions novatrices fraîchement adoptées et de renforcer, à terme, la sécurité alimentaire.



« Kigeitoi che bo aran kotatun koyam oret ak bororiet ».

(Traduction): « Il est possible de traire une chèvre et de distribuer progressivement son lait jusqu'à ce que chaque membre de la communauté ait recu sa part ».

(Signification): « Un sage (la communauté) peut prendre soin de ses maigres ressources et les faire fructifier jusqu'à ce qu'elles soient suffisantes pour que les membres de son clan, voire toute la communauté, puissent profiter ».

Le CHI-NATIONS YOUTH COUNCIL contribue à l'amélioration de la situation nutritionnelle des peuples autochtones de Chicago et leur procure de la nourriture (États-Unis d'Amérique)



Anthony Tamez-Pochel

RÉGION SOCIOCULTURELLE: AMÉRIQUE DU NORD (Wuskwi Spiphki, Premières Nations cries et Sicangu Lakota) LIEU: CHICAGO (ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE)



LES PEUPLES AUTOCHTONES AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

- Selon les estimations, il y aurait entre 2,5 et 6 millions de personnes appartenant à des peuples autochtones aux États-Unis d'Amérique (ci-après «États-Unis»). Cinquante-quatre pour cent de la population autochtone, y compris les autochtones d'Alaska (American Indian/Alaskan Native AIAN) vit en zone rurale ou dans de petites villes, 30 pour cent en banlieue ou en périphérie urbaine, et 16 pour cent dans des zones urbaines à forte densité de population (Dewees et Marks, 2017; Dwayne, 2020).
- Dans les réserves comme dans les zones urbaines, les autochtones perdent la maîtrise de leur alimentation, au niveau de la consommation, de la production et de la distribution, et ceux qui vivent en zone urbaine peinent à se procurer une nourriture de qualité depuis qu'ils s'y sont installés, de gré ou de force (Veron, 2015).
- Victimes d'inégalités systémiques qui résultent de la politique de réinstallation mise en œuvre dans les années 1950, les autochtones de Chicago sont confrontés à des difficultés économiques (un autochtone sur quatre vit dans la pauvreté), à une situation précaire en matière de logement et au manque d'accès aux services de santé et aux terres de leurs peuples.

Carte 3 États-Unis d'Amérique



Source: UNCS, ESRI (septembre 2013) modifié pour se conformer à UN, 2020.

Incidences du changement climatique et de la covid-19 sur les autochtones de Chicago

D'après les tendances annuelles, les températures minimales, moyennes et maximales augmentent à Chicago depuis la fin des années 1970 et cette hausse devrait se poursuivre tout au long du XXIe siècle (States at Risk, 2020). Les journées extrêmement chaudes se multiplient et sont particulièrement néfastes pour le secteur agricole car elles sont responsables des dégradations les plus importantes de la qualité du sol, du rendement agricole et de la productivité du bétail (Risky Business, 2015).

Ces phénomènes ont beaucoup plus de répercussions pour les ménages vulnérables, notamment pour les peuples autochtones de Chicago, qui sont souvent confrontés à des difficultés économiques et sociales. Leur sécurité alimentaire et leur nutrition sont particulièrement atteintes, ce qui les rend davantage exposés aux risques pour la santé liés au manque de nourriture traditionnelle et au caractère coûteux de régimes alimentaires sains.

Cette situation a une influence majeure sur la santé des peuples autochtones d'Amérique, des recherches ayant montré qu'ils avaient deux fois plus de risques de présenter un diabète de type 2 que les adultes blancs.

Dans le contexte de la pandémie de covid-19 aux États-Unis, compte tenu des inégalités structurelles auxquelles ils font face à Chicago, les peuples autochtones ont plus de risques de développer des complications de la covid-19 en raison de leur état de santé, de l'absence de stratégies de protection sociale et des maigres ressources consacrées aux programmes de santé destinés aux autochtones des zones urbaines (National Congress of American Indians, 2020; UN Indigenous Peoples, 2020).

LE CHI-NATIONS YOUTH COUNCIL (GROUPE DE JEUNES AUTOCHTONES DE CHICAGO — CNYC)

- Créé en 2012 dans le sillage du mouvement «Idle No More» contre la passivité.
- Aujourd'hui, le groupe de conseillers comprend les quatre «marraines» qui ont créé le collectif il y a huit ans et qui continuent à soutenir le travail de 15 groupes de jeunes de différents peuples tribaux.
- Le CNYC tient à rappeler que ses travaux évoluent constamment car il s'emploie à répondre aux besoins immédiats des nouveaux représentants des jeunes des communautés de peuples autochtones et à les soutenir dans leur démarche.
- Au cours de l'année écoulée, des membres de la communauté ont engagé un processus de restauration des terres avec des plantes médicinales utilisées par les peuples autochtones d'Amérique. Ils cultivent des variétés qui ont une importance culturelle (telles que le maïs, les haricots et la courge) et s'appuient sur les connaissances traditionnelles transmises aux jeunes autochtones par leur famille et les aînés de la communauté.



Comment le Chi-Nations Youth Council fait-il bouger les choses?

Au cours de cette période incertaine, le CNYC a mis l'accent sur la sécurité alimentaire, la résilience et la santé des peuples autochtones en engageant plusieurs initiatives. Tout d'abord, il a fait progresser l'agriculture urbaine et encouragé le recours à cette pratique, qui est de plus en plus populaire parmi les communautés autochtones puisqu'elle permet l'adaptation des pratiques ancestrales à l'environnement urbain (14 East et Sharp, 2020). Pendant la pandémie, beaucoup de familles ont subi une perte de revenus et n'étaient plus en mesure d'acheter des produits de base (nourriture, produits d'hygiène et produits pour animaux domestiques, par exemple). En raison de la mise à l'arrêt des moyens de transport public et de la restriction des heures d'ouverture des commerces, il a été très difficile pour la population de se procurer des aliments sains. Les autorités nationales ont distribué des paniers alimentaires d'urgence aux communautés autochtones de Chicago, mais ils ne comprenaient pas toujours des produits sains et adaptés. Le CNYC a donc coordonné la distribution de paniers alimentaires sains.

Il a également distribué du terreau, des graines et des bacs de jardinage aux membres de la communauté et créé des parcelles dans le «jardin des Premières Nations» (First Nations Garden) pour que les autochtones, mais aussi les autres membres de la communauté avoisinante, puissent y cultiver des légumes, des herbes et du thé et assurer ainsi leur sécurité alimentaire. Le CNYC a créé des potagers et a installé des bacs de culture pour les membres des Premières Nations qui n'avaient pas de jardin. Le jardin d'un aîné autochtone, par exemple, a été transformé en jardin médicinal.

D'après les membres du CNYC, mai 2020 a été l'un des mois les plus pluvieux jamais enregistrés à Chicago. Le CNYC a organisé des opérations de nettoyage et de distribution de vêtements et de mobilier au profit des nombreux membres de la communauté qui avaient été touchés par des inondations. La population autochtone de Chicago est répartie dans toute la ville, principalement dans des zones où les revenus sont faibles, où la



Photo 7 Le jardin collectif du Chi-Nations Youth Council.



Photo 8 Des membres du Chi-Nations Youth Council préparent une opération de distribution.

mobilité est difficile et où l'accès aux services de santé, aux autres membres de la communauté et aux lieux de pratique culturelle est limité. Pendant le confinement, certains n'ont donc pas pu bénéficier de services de santé. Beaucoup d'aînés autochtones de la ville se sentaient déjà isolés avant la pandémie, mais leur nombre a fortement augmenté après l'entrée en vigueur des restrictions imposées du fait de la covid-19. D'après le CNYC, il y a dans beaucoup de familles des personnes souffrant de problèmes de santé qui les rendent plus susceptibles d'être infectées par la covid-19 et de développer de graves symptômes. Bien que la solidarité se soit renforcée dans les différents quartiers de Chicago, les communautés autochtones ne pouvaient pas toujours en bénéficier en raison de leur accès restreint aux institutions et aux aides financières.

Selon le CNYC, la collecte de données sur les effets de la covid-19 sur l'ensemble de la population autochtone de Chicago reste insuffisante. Il a donc décidé de recueillir ses propres données et de contacter d'autres autochtones de la ville afin de repérer les quartiers en difficulté et d'y distribuer des médicaments et du matériel médical, initiative qui a contribué au maintien de liens solides entre les différentes communautés pendant cette période d'isolement.

Principales actions entreprises par le **Chi-Nations Youth Council pour renforcer** la résilience:

- 1. le CNYC est venu en aide à plus de 500 membres de peuples autochtones:
 - en distribuant du terreau, des graines et des bacs pour les jardins privés;
 - en installant des potagers et des bacs de jardinage pour ceux qui n'avaient pas de jardin;
 - en distribuant des vêtements neufs et des meubles aux victimes d'inondations:
 - en proposant des aliments nutritifs en substitution des paniers alimentaires d'urgence.
- le CNYC a créé le «jardin des Premières Nations», espace vert permanent et ouvert au public géré par les autochtones de Chicago, afin que la transmission des connaissances et des pratiques tribales et intertribales se poursuive;



- 3. un processus de restauration des terres a été amorcé avec des plantes médicinales utilisées par les autochtones;
- 4. le CNYC collecte des données sur les effets de la covid-19 sur les peuples autochtones de Chicago.

Points d'ancrage et enseignements tirés

- collecter des données ventilées sur les niveaux d'infection, les répercussions socioéconomiques et la mortalité au sein des communautés de peuples autochtones. Il est fondamental de veiller à ce que les politiques et les interventions soient inclusives et tiennent compte des peuples autochtones. Il est recommandé aux pouvoirs publics et aux peuples autochtones de recueillir et de publier ces données;
- garantir aux peuples autochtones l'accès à leurs territoires et la propriété juridique de ces territoires. Le maintien et la jouissance des droits territoriaux ainsi que la préservation de l'accès aux territoires et aux terres des peuples autochtones sont essentiels en période de crise, mais doivent également être garantis en dehors des crises. Les peuples autochtones doivent absolument jouir de leurs droits sur leurs terres pour conserver leur patrimoine culturel et leurs moyens de subsistance, contribuer à atténuer le changement climatique et continuer à protéger de vastes pans de la biodiversité mondiale;
- veiller à mettre en avant les pratiques traditionnelles des peuples autochtones et les considérer comme exemplaires pour des systèmes alimentaires durables dans le contexte des politiques internationales sur l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets. Cette mesure permettrait d'assurer une grande diversité alimentaire, de donner aux peuples autochtones les moyens de partager leurs connaissances traditionnelles et de les aider à s'adapter par des moyens novateurs à l'évolution de la situation en renforçant leurs capacités;
- s'assurer que les produits distribués dans le cadre des interventions d'urgence sont acceptables sur le plan culturel et bénéfiques pour la santé des peuples autochtones et veiller à respecter le principe du consentement préalable, libre et éclairé.

#Citation

« Selon une idée reçue, les autochtones des milieux urbains n'ont pas de culture traditionnelle car ils vivent dans des jungles de béton et sont entourés par la culture des colons et la culture populaire. Beaucoup considèrent que nous n'avons pas de terres pour pratiquer nos cérémonies et récoltes traditionnelles, mais nous utilisons le peu de terres que nous avons pour préserver et développer nos cultures tribales et intertribales ».

DE JEUNES AUTOCHTONES SAKHA se mobilisent pour la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé de la population pendant la pandémie à Oïmiakon (Fédération de Russie)

AUTEUR:

Sargylana Atlasova

RÉGION SOCIOCULTURELLE: EUROPE ORIENTALE, Fédération de Russie, Asie centrale et Transcaucasie LIEU: OÏMIAKON, RÉPUBLIQUE DE SAKHA (FÉDÉRATION DE RUSSIE)





LES PEUPLES AUTOCHTONES EN RUSSIE

- En Fédération de Russie, 47 groupes de peuples autochtones sont officiellement reconnus comme des «peuples autochtones minoritaires», une catégorie définie par certains critères. Les plus grands groupes, comme les Touvains et les lakoutes, ne sont pas officiellement considérés comme des peuples autochtones, et leur sentiment d'appartenance à l'un d'eux varie (Dwayne, 2021).
- Deux tiers de la population autochtone estimée vit en milieu rural.
- Dans les zones rurales, les moyens de subsistance reposent principalement sur la pêche, la chasse, l'élevage de rennes, la chasse sous-marine et la cueillette.
- Les peuples autochtones font partie des groupes les plus pauvres économiquement, et leur espérance de vie et leur développement économique sont inférieurs à la moyenne.



Carte 4 Fédération de Russie

Source: ESRI, UNCS (septembre 2013) modifié pour se conformer à UN, 2020.

Incidences du changement climatique sur les populations sakha

Le climat en Russie est plus sensible au réchauffement planétaire et les températures y augmentent plus rapidement que dans beaucoup d'autres régions du monde. Depuis le milieu des années 1980, les températures de l'air en surface ont augmenté au moins deux fois plus vite que la moyenne mondiale. En 2020, de vastes zones du nord de la Sibérie ont connu des températures supérieures de 3 °C à 5 °C à la moyenne (WMO [Organisation météorologique mondiale], 2021). De plus, la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes ont augmenté et entraîné des incendies de forêt, des tempêtes de poussière, des inondations, des sécheresses et des vagues de chaleur et de froid catastrophiques de grande ampleur (ILO [Organisation internationale du Travail], 2019). Le village d'Oïmiakon, situé en République de Sakha (lakoutie), en Sibérie, est l'une des régions habitées les plus froides au monde, connue sous le nom de «pôle du froid». Les peuples autochtones d'Oïmiakon, les Sakha, subissent les effets du changement climatique, qui se traduisent par des saisons hivernales plus chaudes et plus courtes et des inondations plus fréquentes qui détruisent leurs logements. Si la communauté était auparavant en mesure de faire des prévisions météorologiques, celles-ci sont à présent moins fiables en raison de l'évolution du climat, dont les conséquences font qu'il est encore plus difficile d'obtenir de l'eau potable et d'assurer la sécurité alimentaire et la production agricole.

Les peuples autochtones de la région élèvent habituellement des rennes et des chevaux. Les agriculteurs locaux éprouvent des difficultés à poursuivre l'élevage de bétail et de chevaux, en particulier à cause des brusques variations de la météo observées au printemps, entre le gel et des températures plus chaudes. Les chevaux iakoutes ont aujourd'hui du mal à se nourrir car ils peinent de plus en plus à creuser le sol glacé pendant les mois les plus froids. Ils se sont donc affaiblis et n'ont plus assez de force pour se reproduire, ce qui entraîne une réduction des troupeaux. L'augmentation du débit des rivières de montagne et de la fréquence des inondations a rendu inutilisables de nombreux champs destinés à la production de foin pour les vaches et les chevaux. Les agriculteurs n'ont pas d'autre choix que de déployer leur bêtes, ce qui se traduit par une baisse constante de l'élevage de bétail dans la région. Ces conditions climatiques limitent de plus en plus la diversification des moyens de subsistance et ont des conséquences sur la sécurité alimentaire des populations sakha, qui en sont fragilisées.

Lorsque la pandémie de covid-19 a touché les communautés, leur vulnérabilité s'est fatalement aggravée, en particulier sur le front socioéconomique et au

GROUPE DE JEUNES DE KYUBEY

- Créé en 2017 par de jeunes mères autochtones.
- Douze membres.
- Vise à faire circuler les connaissances traditionnelles et les expressions culturelles tout en faisant mieux connaître les problèmes qui touchent la communauté et en s'efforçant de les résoudre aux niveaux local et gouvernemental.





Photo 9 Des Sakha préparent leurs chevaux.

niveau de la sécurité alimentaire. Les autorités locales des zones reculées ne disposaient pas de ressources suffisantes pour réagir de manière appropriée face à la propagation du virus et soutenir économiquement les ménages. De plus, les communautés de peuples autochtones ont subi des pénuries alimentaires car l'accès à la nourriture et aux produits essentiels ainsi qu'aux lieux traditionnels de chasse et de pêche était limité par les restrictions qui frappaient les déplacements. Ces pénuries ont été considérablement aggravées par les températures exceptionnellement élevées signalées au début de la pandémie (Aborigen Forum, 2020). Les habitants du village d'Oïmiakon ont un accès limité aux services de soins de santé, faute de médecins ou de pharmacies. Pour bénéficier de soins médicaux, les membres de la communauté doivent se rendre à la capitale, lakoutsk, qui se trouve à 1 000 km.

L'accès restreint à internet et le manque de matériel technique, dont des ordinateurs portables, renforcent l'isolement, rendent difficile la consultation de ressources éducatives et entravent les recherches d'informations essentielles sur la covid-19.



Photo 10 Les chevaux iakoutes sont une race locale de la région de la République de Sakha.



Photo 11 Des bénévoles de Kyubey distribuent de la nourriture aux personnes âgées.

Comment les jeunes de Kyubey font-ils bouger les choses?¹

Les jeunes de la région ont pris en charge les soins des aînés du village. Ils leur ont livré de la nourriture ou les ont aidés à faire leurs courses, ce qui leur a permis de commander des produits essentiels dans les boutiques locales. Entre-temps, l'arrivée du printemps a marqué le début de la saison de la chasse et de la pêche dans le nord de la région. Fidèles à la tradition de leurs ancêtres, les jeunes chasseurs locaux ont indiqué qu'ils étaient disposés à partager leur gibier (canards) et leur poisson avec les personnes âgées et les personnes en situation particulièrement vulnérable pour garantir leur sécurité alimentaire en leur fournissant des produits naturels et nutritifs pendant le confinement. Le groupe de jeunes de Kyubey indique qu'il n'a pas encore trouvé de solution à long terme pour assurer aux villageois un accès régulier aux soins médicaux. D'après les habitants, la seule manière de se procurer des produits médicaux est de les commander via des proches ou des voisins vivant dans la capitale de la République de Sakha. Vendre des fournitures médicales dans le village coûte cher car il faut obtenir un certificat spécial obligatoire pour pouvoir le faire.

Les membres du groupe de jeunes de Kyubey ont chargé des bénévoles de coudre des masques en coton et de les distribuer aux membres de la communauté car ils étaient en rupture de stock dans la région, ce qui a fait considérablement augmenter leur prix. Afin d'améliorer l'accès aux informations relatives à la covid-19, des jeunes locaux ont traduit les recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en langue sakha et recommandé aux villageois de se laver les mains régulièrement, de porter leur masque et d'éviter les grands rassemblements. Ces traductions en langue sakha ont également été diffusées en ligne grâce à un partenariat avec le Caucus mondial des jeunes autochtones et de jeunes autochtones locaux, avec l'appui du projet international collaboratif «Indigenous Health Partnership» (alliance en faveur de la santé des peuples autochtones) mené par l'École de médecine de Harvard, l'Envoyée du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse, l'OMS, Cultural Survival, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'École de médecine de l'Université Johns Hopkins.

¹ D'après les informations communiquées, les activités menées dans le cadre de cette initiative se sont poursuivies jusqu'en juin 2020. En dépit de leurs efforts, les jeunes n'ont pas pu enrayer l'augmentation des cas de covid-19 grâce à leurs interventions.



Points d'ancrage et enseignements tirés

- protéger les droits fondamentaux, notamment les libertés d'association et d'expression, qui sont essentiels pour permettre aux peuples autochtones de faire connaître leurs opinions et leurs idées. La jeunesse a tout ce qu'il faut pour faire changer les choses; il faudrait s'efforcer davantage d'impliquer et de consulter systématiquement les jeunes autochtones dans le cadre des dialogues sur les conséquences de la covid-19 ainsi que les décisions à prendre au lendemain de la pandémie dans les domaines de l'agriculture et du changement climatique et dans toutes les autres sphères de la société qui les concernent;
- travailler en étroite collaboration avec les communautés autochtones et leurs chefs traditionnels et jeunes meneurs pour améliorer l'accès aux services sociaux et aux ressources nécessaires. Il s'agit d'assurer un accès adapté au système de soins de santé et de fournir les informations et le matériel nécessaires pour les traitements (tenant compte de la culture, de l'âge et du genre) ainsi qu'un accès aux ressources indispensables, telles que l'eau;
- fournir une connexion à internet fiable et du matériel aux populations autochtones qui souhaitent pouvoir se servir des technologies modernes. Les appareils électroniques, tels que les téléphones mobiles, et une connexion à internet ont été jugés essentiels pour permettre aux populations de développer des réseaux et de réagir rapidement en cas d'urgence.

#Citation

"Охтон баранар мастаах, Уолан бүтэр уулаах, Уостан хаалар уйгулаах Орто туруу бараан дойду ".

(Explication): Selon les Sakha, notre Terre comporte trois dimensions, à savoir: Le monde supérieur, la terre des dieux Le monde intermédiaire, où vivent tous les êtres humains Le monde inférieur, habité par le mal et les mauvais esprits

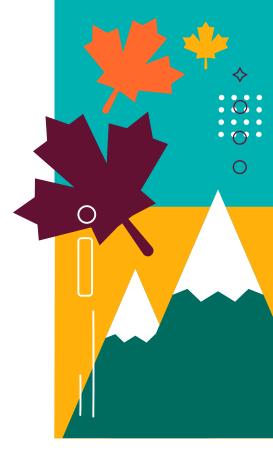
(Signification): « Tous les êtres humains doivent comprendre avec le temps que les arbres, l'eau et la prospérité de notre monde intermédiaire sont limités ».

Au Canada, LE PROJET DE SOUTIEN AUX AUTOCHTONES aide les communautés à se procurer de la nourriture, de l'eau et des produits de santé



Anna F-M et Vienna Holdip

RÉGION SOCIOCULTURELLE: AMÉRIQUE DU NORD LIEU: PROVINCE DE L'ONTARIO, CANADA





LES PEUPLES AUTOCHTONES AU CANADA

- La Loi constitutionnelle de 1982 reconnaît trois groupes de peuples autochtones: les Indiens, les Inuits et les Métis. D'après le recensement canadien de 2016, 1 673 785 personnes autochtones vivaient alors au Canada – soit 4,9 pour cent de la population totale – et, parmi celles-ci, 977 230 déclaraient faire partie des Premières Nations (Dwayne, 2021).
- Les populations mentionnées dans la Loi constitutionnelle de 1982 sont des peuples divers appartenant à plus de 600 Premières Nations différentes et parlent plus de 60 langues.
- 43,2 pour cent des ménages autochtones avec enfants sont en situation d'insécurité alimentaire.
- Ils risquent davantage de souffrir plus jeunes de maladies chroniques.
- La plupart sont propriétaires d'entreprises ou vivent de la vente d'objets artisanaux et de produits agricoles sur les marchés locaux.
- Ils comptent élaborer un plan de lutte contre les injustices, les préjugés, la violence et la discrimination à l'égard des peuples autochtones avec le Gouvernement canadien.

Carte 5 Canada



Source: UNCS; ESRI (septembre 2013) modifié pour se conformer à UN, 2020.

Incidences du changement climatique et de la covid-19 sur les peuples autochtones en Ontario

Depuis 1948, les températures montent à un rythme plus élevé en hiver (3,3 °C) qu'en été (1,5 °C) (Bush et Lemmen, 2019). D'importants écosystèmes, tels que la forêt boréale, sont ainsi menacés par une augmentation des incendies et des tourbières créées par la fonte du pergélisol, qui peuvent entraîner des pertes de carbone (Human Rights Watch, 2020). Le changement climatique prive les communautés de peuples autochtones canadiennes de leurs activités, médicaments et aliments traditionnels, ce qui compromet leurs perspectives économiques, et endommage les habitations et les propriétés. Il modifie la répartition, la croissance et les comportements des espèces animales et végétales et réduit le rendement des récoltes de cultures traditionnelles importantes. La variabilité du climat entraîne également des pertes de biodiversité et de rendement agricole et augmente les risques liés aux récoltes, dans la mesure où les changements météorologiques rapides peuvent empêcher les récolteurs de quitter en toute sécurité des zones ravagées par des incendies de forêt, l'état de la glace ou encore la montée du niveau de l'eau (Human Rights Watch, 2020).

Les peuples autochtones sont durement touchés par des facteurs exogènes tels que la pollution due au déversement illégal de déchets près de stations de traitement des eaux, la perturbation des variations saisonnières, la pourriture des sols due à la présence d'usines de traitement de déchets chimiques à proximité, et les eaux contaminées (par des produits chimiques et des déchets humains), qui provoquent des maladies ou des brûlures chimiques sur la peau ou les organes. L'évolution des pratiques ancestrales de chasse et de cueillette les conduit à acheter davantage d'aliments vendus en magasin, qui sont plus chers que la nourriture traditionnelle, et les contraint à modifier leur alimentation. Il en résulte un accès encore plus restreint à la nourriture et l'apparition de graves problèmes de santé, tels que l'obésité, le diabète ou l'hypertension artérielle (APTN National News, 2020; FNHA [Régie de la santé des Premières Nations], 2020; Schnitter et Berry, 2019).

Le mangue d'accès, depuis leurs terres et leurs marchés, à l'eau et aux ressources acheminées a affaibli la sécurité alimentaire des peuples autochtones pendant la pandémie de covid-19. Au cours de la crise qui en a découlé, le Gouvernement canadien a mis en place un Plan d'action sur les infrastructures essentielles qui l'autorise à condamner à des amendes ou à emprisonner les peuples autochtones qui manifestent ou pratiquent leurs coutumes dans les réserves (Mercurio, 2020; UN, 2020).

LE PROJET DE SOUTIEN AUX AUTOCHTONES

- Créé en mars 2020.
- Sept membres.
- Le projet vise à protéger l'environnement en menant des initiatives plus vertes et en luttant contre la discrimination tout en aidant à rétablir les droits, les cultures et les identités des populations autochtones dans le monde.



Comment le projet de soutien aux autochtones fait-il bouger les choses?

Beaucoup de partenariats actuels du projet de soutien aux autochtones se font en collaboration avec plus de cinq organisations et organismes de bienfaisance locaux détenus et gérés par des personnes autochtones en Ontario. Des mesures essentielles ont été prises dès le début de la pandémie, pendant la phase de planification du projet à l'échelon local. Le projet de soutien aux autochtones a organisé des collectes de fonds sur des pages web prévues à cet effet et présenté des demandes de bourses et de subventions. Ses membres ont manifesté pour les droits de différents groupes ethniques aux côtés de collectifs de jeunes rattachés au Caucus mondial des jeunes autochtones, de jeunes et d'aînés de communautés autochtones et de groupes engagés dans la lutte contre le changement climatique.

Ils se sont également mis en rapport avec des particuliers qui leur ont appris à lever des fonds pour couvrir les frais de voyage et de carburant et les dépenses liées à l'expédition et à la manutention des caisses de produits destinés aux communautés confinées auxquelles les non-résidents n'avaient pas accès. L'utilisation d'un espace agricole partagé a permis aux jeunes et à d'autres membres de la communauté d'enseigner et d'apprendre des pratiques agricoles traditionnelles et des modes de vie durables tout en renouant avec leur culture et a contribué à réduire les dépenses consacrées aux produits vendus en magasin.

L'aide qu'apporte le projet de soutien aux autochtones à ces populations a donné aux jeunes la possibilité de renouer avec les traditions associées à leurs racines autochtones. Les intervenants du projet ont recensé les besoins des communautés, y compris ceux qu'elles avaient déjà avant la pandémie, et se sont efforcés de résoudre les difficultés préexistantes avant de se tourner judicieusement vers les problèmes plus actuels liés à la pandémie. Ils ont établi le dialogue avec les réserves, les hôpitaux et les épiceries autochtones et d'autres organisations locales de ces régions pour se renseigner sur les besoins auxquels les services publics d'aide d'urgence ne répondaient pas. Tous les échanges ont eu lieu sur Facebook, par appel téléphonique et par Zoom, et les produits qui devaient être collectés l'ont été dans le respect de la distanciation sociale.

Outre les problèmes de longue date que connaissent ces régions, la plus grande préoccupation était le manque d'équipements de protection individuelle (EPI) pendant la pandémie car il s'agit de zones assez éloignées dont il est moins tenu compte dans les décisions relatives à la distribution d'EPI par les pouvoirs publics. Nombre de régions ont ainsi dû payer des sommes excessives pour des produits de base tels que des masques, des gants, des visières de protection et du gel hydroalcoolique. Le projet de soutien aux autochtones a fourni des EPI, du désinfectant, des produits de nettoyage, du savon, de la nourriture, des livres et des vêtements et proposé des activités pour enfants à 50 communautés de l'«île de la Tortue» ainsi qu'à deux entreprises autochtones locales de la communauté urbaine de Toronto. Ces populations n'avaient pas suffisamment accès à la thérapeutique traditionnelle, aux médicaments, à l'agriculture, à l'eau propre, aux EPI et aux désinfectants. Le projet a aidé des femmes et des personnes s'identifiant comme femmes en leur fournissant des produits d'hygiène féminine.

Les peuples autochtones qui vivent en zone urbaine, notamment à Toronto, ont eux aussi rencontré des difficultés en raison de la pandémie. D'après



Photo 12 Anna F-M et Vienna Holdip à leur première réunion de réseaux d'entreprises.

les membres du projet, les prix de la nourriture et des articles d'hygiène féminine ont augmenté. Le groupe de jeunes a collaboré avec des habitants de Toronto pour trouver où distribuer des dons d'articles essentiels qu'ils livraient dans les trois jours (Hobson, 2020). D'après les peuples autochtones, le gouvernement aurait pu prendre davantage de mesures pour assurer l'accès aux médicaments et aux aliments traditionnels. Ils estiment aussi que le soutien apporté en matière de santé mentale aux populations autochtones ayant souffert de l'isolement pendant la pandémie de covid-19 était insuffisant.

Principales actions entreprises par le projet de soutien aux autochtones pour renforcer la résilience:

- 1. le projet a créé un réseau consacré à l'évaluation des besoins d'urgence avec des institutions et groupes locaux;
 - Le réseau pourra être mis à profit pour évaluer les besoins et y répondre rapidement en cas d'urgence liée au changement climatique et à la sécurité alimentaire, en collaboration avec des organisations internationales et le gouvernement.
- 2. de l'eau, des EPI, des produits d'hygiène et du matériel pédagogique ont été distribués à grande échelle;
 - Ce réseau d'approvisionnement pourra servir à prêter l'assistance nécessaire en cas d'urgence liée au changement climatique et à la sécurité alimentaire.
- une approche novatrice a permis de rassembler les fonds nécessaires aux interventions d'urgence;
 - L'approche adoptée par le groupe de jeunes pour financer son mécanisme d'intervention grâce aux collectes de fonds en ligne et à la demande de bourses et de subventions permettra au groupe d'intervenir en cas d'urgence liée au changement climatique et à la sécurité alimentaire.



Points d'ancrage et enseignements tirés

- garantir l'accès à l'eau propre, qui est à la fois reconnu comme un droit humain et essentiel à la prévention de nombreuses maladies. L'eau propre permet de prendre des mesures d'hygiène élémentaires, de garder le bétail en bonne santé et d'irriguer les cultures. Il est donc recommandé aux gouvernements et aux organisations internationales de s'attacher collectivement à fournir cette ressource de base aux peuples autochtones pour améliorer leurs moyens de subsistance;
- mettre davantage de mécanismes de financement à la disposition des groupes de jeunes autochtones et des peuples autochtones pour leur donner les moyens de s'adapter et de faire face aux difficultés, notamment celles liées au changement climatique ou aux pandémies, en fonction de leurs besoins et conformément à leurs traditions et à leurs pratiques culturelles. Souvent, de modestes financements provenant d'organisations internationales et des pouvoirs publics suffisent déjà à faire évoluer considérablement la situation de ces populations, et les jeunes autochtones sont les plus à même d'aider à répondre aux besoins des aînés;
- encourager les gouvernements à prendre des mesures pour préserver les systèmes alimentaires des peuples autochtones et faire en sorte qu'ils continuent à fonctionner et à fournir des aliments sains, culturellement acceptables, non transformés et pauvres en sucre pour améliorer la sécurité alimentaire des peuples autochtones et des générations futures. La fourniture d'autres types d'aliments abordables, sains et adaptés à leur culture réduirait également l'incidence des problèmes de santé liés à l'alimentation ainsi que les taux élevés d'insécurité alimentaire chez les ménages autochtones.

#Citation

"Chiimiigwechiwi'in nimishoomis
Giizis gii-bi-waaseyaateshkawiyaang.
Miigwech gidaa-wiindamoon noongom giizhig.
Weweni niwii-ganawaabamaag.
Niwii-mino-bimaadiz miinawaa weweni ganoonagwaa.
Chiimiigwechiwi'in gaye Oshkikamikwe.
gii-miizhiyaang bimaadiziwin miinawaa miijim
gaye miizhiyaang nibi miinawaa awesiiyag
gaye miizhiyaang nesewin".

(Traduction):

Je remercie notre grand-père le Soleil de briller pour nous aujourd'hui.

Je le remercie pour cette nouvelle journée.

J'observerai les autres avec sagesse.

Je vivrai une vie saine et réfléchirai avant de m'exprimer.

Merci à notre Terre mère,

Qui nous a donné la vie et nous a nourris,

Qui nous a donné l'eau et les animaux,

Et grâce à qui nous respirons.

J'offre ce tabac à l'est, au sud, à l'ouest et au nord.

Donnez-moi de la force et du courage.

DE JEUNES AUTOCHTONES se mobilisent localement pour assurer la sécurité alimentaire des nations navajo et hopi et leur fournir des produits d'hygiène (États-Unis d'Amérique)



AUTEUR

Shandiin Herrera

RÉGION SOCIOCULTURELLE: AMÉRIQUE DU NORD LIEU: NATIONS NAVAJO ET HOPI (ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE)



PEUPLES AUTOCHTONES DES NATIONS NAVAJO ET HOPI

- Sur les 5,2 millions de personnes autochtones que comptent les États-Unis, environ 1,1 million vivent dans des réserves ou sur leurs terres d'origine, ou à proximité de celles-ci.
- Chez les Navajo, le taux de chômage est généralement de 50 pour cent, si bien que les familles peinent à rassembler assez d'argent pour acheter de quoi se nourrir.

Carte 6 Nations navajo et hopi



Source: UNCS, ESRI (septembre 2013) modifié pour se conformer à UN, 2020.

Incidences du changement climatique et de la covid-19 sur les nations navajo et hopi

La nation navaio s'étend sur trois états (Arizona, Utah et Nouveau-Mexique) et couvre une superficie de 71 000 km² (Nania et Cozzeto, 2014). Près de 180 000 Navajo habitent dans la réserve (Nania et Cozzeto, 2014). La nation hopi occupe 12 villages des comtés de Coconino et de Navajo et couvre une superficie de 6 070 km² (The Hopi Tribe, 2021). Trente pour cent des foyers de la nation navajo sont, entre autres, dépourvus d'eau courante en raison de l'absence d'infrastructures et des sécheresses marquées par de longues pénuries d'eau et un accès restreint à l'eau potable dans les logements. Dans ces conditions, les membres de la communauté sont contraints de faire la queue pendant des heures devant les puits et les citernes à eau à proximité afin de se procurer de l'eau pour leur consommation, l'hygiène, le jardinage et l'élevage. Le manque d'eau résulte des effets toujours plus importants du changement climatique, notamment la hausse des températures et l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des précipitations, ainsi que de problèmes d'infrastructures tels que l'absence de traitement des eaux usées et autres services (Nania et Cozzeto, 2014; USEPA [Agence de protection de l'environnement des États-Unis], 2016). Depuis 1994, la nation navajo subit globalement une sécheresse persistante entrecoupée de courtes périodes humides. En conséquence, les feux de forêt sont de plus en plus intenses et fréquents, la pollution atmosphérique, la poussière et les émanations de fumée augmentent et les dunes de sable sont plus instables et se déplacent davantage. Ces phénomènes peuvent endommager les habitations, causer des problèmes de transport, contribuer à la dégradation des pâturages et des terres agricoles et entraîner la disparition d'espèces végétales locales rares et menacées (Nania et Cozzeto, 2014; USEPA, 2016). Les communautés de la nation navajo sont menacées par le changement climatique, qui dégrade leurs zones de chasse et de pêche et perturbe la cueillette de plantes alimentaires et médicinales (National Congress of American Indians [congrès national des Indiens d'Amérique], 2020).

Ces bouleversements ont poussé les populations à compter de plus en plus sur les épiceries locales, ce qui fait qu'il leur est plus difficile de se procurer des aliments sains et traditionnels. Le problème s'est aggravé pendant la pandémie de covid-19, les épiceries n'ayant pas été en mesure de fournir suffisamment de nourriture et d'autres produits essentiels (Ortiz, 2020). La covid-19 s'est rapidement propagée au sein de la nation navajo, où le taux de contamination par habitant aurait été le plus élevé de la région. Le confinement imposé par le gouvernement local a été une immense épreuve pour les membres de la communauté, qui n'y étaient pas préparés, et les informations importantes

LE FONDS D'AIDE AUX FAMILLES DES NATIONS NAVAJO ET HOPI FACE À LA COVID-19

- Créé en mars 2020.
- Constitué de 12 femmes (dont des jeunes) des nations navajo et hopi.
- Les jeunes ont joué un rôle central en représentant leur communauté et en lui rendant service; ils ont apporté de l'aide sur le terrain, se sont portés volontaires pour transporter des denrées alimentaires et d'autres produits et ont fait connaître leur action sur les réseaux sociaux, ce qui a permis de lever des fonds.



relatives à la pandémie communiquées par les autorités étaient rares et souvent incomplètes. En outre, beaucoup parmi ces communautés souffrent de diabète, d'asthme ou de cancers et ont donc plus de risques d'attraper la maladie. Pour nombre d'autochtones, les perspectives de revenus se sont réduites depuis le début de la pandémie, de sorte qu'ils peinent à subvenir pleinement aux besoins de leur famille. Dans la communauté de Monument Valley, l'économie repose essentiellement sur le tourisme. Avec les fermetures imposées en raison de la covid-19, les petites activités commerciales (chambres d'hôte, excursions à cheval et vente d'objets d'art et d'artisanat et de nourriture) ont dû être interrompues.

Comment le fonds d'aide aux familles des nations navajo et hopi face à la covid-19 fait-il bouger les choses?

L'objectif premier du fonds était de réduire la courbe des infections au sein de la nation navajo et dans la réserve des Hopi. Il a fourni des aliments et de l'eau aux personnes très à risque, aux personnes vulnérables et aux personnes déclarées positives à la covid-19 afin qu'elles puissent rester chez elles et s'isoler du reste de la communauté. Grâce aux colis d'aide aux familles (Kinship Care Packages), le fonds entendait venir en aide à l'ensemble du foyer car, étant donné qu'il n'est pas rare que plusieurs générations habitent sous le même toit sur la réserve, chaque personne qui sort acheter des produits essentiels peut, à son retour, constituer un risque pour les autres membres du foyer. Les colis d'aide aux familles comprennent divers produits, notamment alimentaires (viande, farine, haricots, riz, conserves, produits frais, papier toilette, serviettes en papier, eau de Javel, désinfectant pour les mains et eau). Par ailleurs, pour aider les familles dont l'un des membres était atteint de la covid-19, le fonds s'est efforcé de nouer des partenariats avec les hôpitaux qui desservent les communautés navajo et hopi. Les membres du fonds étaient disponibles pour prêter assistance aux patients déclarés ou présumés positifs avant qu'ils ne quittent l'hôpital. Cette démarche a contribué à limiter la propagation de la maladie au sein de la communauté et favorisé la collaboration avec les hôpitaux locaux.

Pour repérer les ménages dans le besoin, le fonds a mis en place une ligne d'assistance téléphonique que les personnes pouvaient appeler pour signaler qu'elles étaient à court de denrées, ainsi qu'un formulaire en ligne disponible sur Facebook, Instagram et Twitter qu'elles pouvaient remplir directement ou par l'intermédiaire d'un proche ou d'un ami pour indiquer qu'elles avaient besoin d'assistance. Le fonds collabore également avec des centres communautaires pour venir en aide aux personnes âgées qui pourraient avoir besoin de ses services et mieux coordonner les livraisons à domicile.

Le responsable du fonds dans l'Utah et le coordonnateur de Monument Valley, à la frontière entre l'Utah et l'Arizona, se sont associés avec le centre de santé et les pompiers pour distribuer les colis d'aide aux familles en quarantaine. Ils ont aussi fourni des EPI aux membres de la communauté et aux personnes qui étaient en contact étroit avec la population, notamment les agents de santé communautaires, les premiers intervenants, les policiers et le personnel médical.

En collaborant avec les groupes d'entraide existants et en adoptant une approche très locale pour le recrutement de bénévoles et de responsables de distribution, le fonds a pu prendre en charge collectivement les communautés de peuples autochtones pour les aider à mieux faire face aux défis que la pandémie a



Photo 13 Bénévoles du fonds d'aide aux familles des nations navajo et hopi face à la covid-19.

imposés à la nation navajo. Les jeunes autochtones ont joué un rôle de taille en faisant connaître les actions du groupe sur les réseaux sociaux, ce qui leur a permis de lever des fonds pour pouvoir continuer à agir.

Les partenariats et la collaboration croisée revêtent une importance d'autant plus particulière que les communautés autochtones d'Amérique ont pour habitude de travailler en vase clos. Pour éviter cela, les membres du fonds s'efforcent de nouer des relations pour établir une bonne collaboration afin de pouvoir répondre au mieux aux besoins de la communauté et lui venir en aide de la manière la plus efficace qui soit. Sachant que la nation navajo couvre un vaste territoire et que les conditions et les besoins urgents diffèrent d'une communauté à l'autre, l'approche du fonds a été d'encourager les chefs de chaque groupe à se joindre à l'action menée pour coordonner l'aide aux membres de la communauté, car ce sont eux qui les connaissent le mieux. Les jeunes autochtones ont joué un rôle essentiel en contribuant à la mise en place de cette action ainsi qu'en représentant la communauté et en agissant pour son bien. Ils ont apporté une aide indispensable sur le terrain et se sont portés volontaires pour distribuer de la nourriture et des produits dans leur communauté. Tout cela a fini par donner naissance à un réseau de responsables communautaires qui ne cesse de se développer et qui constitue une source de connaissances grandissante.

Principales actions entreprises par le fonds d'aide aux familles des nations navajo et hopi face à la covid-19 pour renforcer la résilience:

- le fonds a distribué des aliments, de l'eau et des produits d'hygiène à plus de 475 000 membres des peuples navajo et hopi dans 106 unités administratives et communautés périphériques et dans les 12 villages et communautés périphériques hopi (données disponibles au 27 mai 2021);
- il a aidé à limiter la propagation de la covid-19 en s'alliant avec les hôpitaux pour prêter assistance aux familles dont l'un des membres avait été déclaré positif à la covid-19;
- un numéro d'urgence et un formulaire en ligne ont été mis à la disposition des membres de la communauté qui étaient dans le besoin;
- le fonds a constitué un réseau en reliant les groupes d'aide communautaires



- existants, en collaborant avec les pompiers et les centres de santé locaux et en recrutant des bénévoles sur le terrain afin de pouvoir répondre avec souplesse aux besoins de la population dans le cadre d'une approche coordonnée à grande échelle, à la fois ascendante et descendante;
- 5. il a mobilisé 1 300 bénévoles et plus de 10 millions d'USD d'aide directe.

Ces actions essentielles ont renforcé la sécurité alimentaire des communautés autochtones et leur résilience face à d'autres crises, notamment les situations d'urgence liées au changement climatique.

Points d'ancrage et enseignements tirés

- s'attacher en priorité à renforcer et à soutenir les efforts entrepris au niveau local et adopter une approche ascendante pour produire des résultats durables. Investir directement dans des initiatives mises en place à l'échelon local, par des personnes qui vivent les difficultés auxquelles les organisations cherchent à remédier et qui connaissent leur communauté mieux que quiconque;
- faire en sorte que les peuples autochtones aient accès à leurs territoires et à des écosystèmes en bonne santé pour garantir leur stabilité alimentaire et préserver leurs revenus. La stabilité alimentaire et les revenus des peuples autochtones sont sans cesse fragilisés par le changement climatique, la pollution de l'environnement par des acteurs extérieurs, les confinements qui les empêchent de se rendre sur leurs propres territoires, les politiques discriminatoires et le non-respect de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones;
- tenir compte des peuples autochtones lors des débats sur les politiques concernant l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets pour éviter de leur imposer un fardeau supplémentaire. L'idée serait d'élaborer avec eux des mesures d'adaptation et d'atténuation qui leur conviennent, de leur communiquer les connaissances nécessaires pour agir et de leur garantir l'accès aux ressources naturelles;
- consulter les jeunes et les personnes âgées autochtones pour s'assurer de mettre en place des infrastructures adéquates qui leur permettent d'accéder comme il se doit aux ressources naturelles, aux services sociaux et aux services de santé.



"Nahasdzáán Nihimá Bits'íís Baa'áháyá Nihí déét'í".

(Traduction): « C'est d'abord à nous qu'il revient de protéger notre Terre mère ».



Photo 14 Amélioration des moyens de subsistance des éleveurs pastoraux en Angola.

Soutenir les jeunes autochtones dans leur rôle d'agents du changement

Les initiatives de jeunes autochtones présentées dans cette publication prouvent que les jeunes peuvent tirer parti de leurs connaissances et de leurs pratiques traditionnelles de manière novatrice pour rendre leurs communautés et leurs systèmes alimentaires résilients. Dans leurs réponses aux questionnaires, les jeunes décrivent à l'aide de nombreux exemples les défis et les difficultés auxquels eux et leurs communautés sont confrontés et qui les placent dans des situations de vulnérabilité particulières.

Prendre conscience de ces difficultés peut favoriser la collaboration aux fins de la recherche de solutions et d'un renforcement durable de la résilience et de la sécurité alimentaire dans les communautés des peuples autochtones. Des recommandations d'ordre général sur la manière d'aider efficacement les jeunes autochtones à jouer le rôle d'agents du changement sont présentées à la fin de cette section. Elles peuvent être utiles à des populations du monde entier. En outre, la vision énoncée pour l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture peut aider les négociateurs à prendre dûment en considération les jeunes autochtones lors de la mise en œuvre des projets menés dans ce cadre.



Que les jeunes autochtones vivent en zone rurale ou en zone urbaine, dans des pays en développement ou dans des pays développés, leur état de santé diffère considérablement de celui des groupes de populations non autochtones. Cette tendance a déjà été bien documentée ailleurs (Anderson *et al.*, 2016). Dans le cas présent, on a constaté qu'elle était fortement liée à la marginalisation systémique qu'ils subissent et au fait qu'ils sont forcés de se tourner vers des sources d'aliments «modernes» lorsque leur accès à la terre et leur capacité de pratiquer leurs traditions sont restreints, ou lorsque leurs terres sont détruites du fait des répercussions négatives du changement climatique ou d'autres effets néfastes que les comportements non durables adoptés par d'autres provoquent sur leur environnement. Pour cette raison, de nombreux peuples autochtones connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et de problèmes de santé.

On a constaté que les fonds de soutien destinés aux populations autochtones étaient anormalement faibles par rapport à l'ensemble des financements et des dispositifs d'aide. En outre, l'assistance prêtée était rarement adaptée sur le plan culturel. Dans le cas de l'initiative des jeunes du Chi-Nations Youth Council (CNYC), par exemple, les colis alimentaires contenaient des enzymes que les peuples autochtones ne pouvaient pas digérer. Non seulement ces contraintes et difficultés affaiblissent la résistance des peuples autochtones aux pandémies, mais elles ont également des effets négatifs sur leur résilience face au changement climatique et leur capacité de protéger leur biodiversité, d'accroître le stockage du carbone, de réduire les émissions, d'améliorer la sécurité alimentaire, de réduire le risque d'apparition de conflits liés au climat et de renforcer la capacité de récupération des écosystèmes, comme on l'a vu dans la section consacrée aux jeunes qui se sont mobilisés au sein de l'association des agriculteurs et des femmes autochtones de Lake Sebu. Afin de lutter contre ces inégalités, il est important de réduire leur vulnérabilité face au changement climatique et aux pandémies, mais également de satisfaire leurs besoins essentiels afin qu'ils puissent jouir de leurs droits humains. Nombre des difficultés décrites dans les initiatives de jeunes autochtones ont montré qu'il y avait des solutions intéressantes à exploiter pour faire évoluer positivement la situation. Les mécanismes de réponse mis en place par les jeunes autochtones pour leurs communautés constituent un point de départ pour les aider efficacement, montrent leur rôle en tant qu'agents du changement et illustrent comment les changements, même petits, peuvent avoir des effets considérables sur une communauté. Dans tous les cas, les initiatives des jeunes visaient à aider leurs communautés à devenir plus résilientes et à relever les défis auxquels celles-ci sont confrontées en raison du changement climatique et d'autres problèmes environnementaux, y compris la marginalisation et la discrimination socioéconomiques et politiques. Les jeunes autochtones veulent faire connaître et reconnaître les pratiques et les savoirs traditionnels de leurs peuples au niveau international et renforcer les communautés en les rapprochant les unes des autres. On trouvera ci-dessous des moyens politiques et pratiques d'aider les jeunes autochtones à mieux résister aux chocs et aux pressions externes.

Aider les jeunes autochtones à renforcer la résilience de leurs communautés face au changement climatique et à d'autres situations d'urgence:

- suivre le principe de l'égalité et du consentement libre, préalable et éclairé lorsqu'une aide, des services ou des mesures sont proposés par les pouvoirs publics aux peuples autochtones afin de respecter leurs droits humains et leur culture;
- collecter des données ventilées sur les peuples autochtones afin de rendre visibles leurs difficultés et de faire en sorte que l'aide apportée et les mesures prises soient différenciées et culturellement acceptables;

- donner aux jeunes autochtones la possibilité d'accéder aux financements, aux infrastructures, aux connaissances, à l'information et à l'éducation d'une manière qui soit adaptée sur le plan culturel afin de permettre aux communautés de se doter des capacités qu'il leur faut et de mieux faire face aux effets du changement climatique et à d'autres situations d'urgence;
- satisfaire les besoins essentiels des peuples autochtones, notamment les besoins de disposer et d'avoir la propriété de leurs terres et territoires ainsi que d'avoir accès à l'eau potable et aux infrastructures nécessaires, et développer des services sociaux culturellement acceptables afin qu'ils puissent exercer leurs droits humains. On veillerait ainsi à ce que rien n'entrave les efforts que mènent les peuples autochtones pour s'adapter aux effets du changement climatique, et ceux-ci seraient plus à même de renforcer leur résilience dans les situations d'urgence et d'assurer leur sécurité alimentaire:
- renforcer la collaboration entre les organisations internationales, les gouvernements et les organisations et communautés locales. Les effets positifs les plus importants et les plus durables ne pourront être obtenus qu'en associant une approche ascendante à une approche descendante;
- donner la priorité à une restauration écologique biocentrique prise en main par les peuples autochtones dans les politiques de lutte contre le changement climatique et de protection de l'environnement, d'une part car c'est essentiel pour l'avenir collectif de la planète et, d'autre part, parce qu'il s'agit du moyen le plus sûr d'atténuer les effets du changement climatique. Les pratiques qui entraînent la destruction et la pollution des eaux, des forêts, de l'air et des terres des peuples autochtones doivent cesser.

Une vision pour l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture

L'amélioration de la stabilité socioéconomique et de la sécurité alimentaire conduira à une plus grande résilience face au changement climatique et aux pandémies. Il faut placer les questions socioéconomiques et celles qui concernent la sécurité alimentaire au cœur des mesures prises pour lutter contre les pandémies et le changement climatique afin d'accroître les capacités de résistance et d'adaptation des populations dans le monde entier. Pour déboucher sur la meilleure issue possible, ces mécanismes de lutte contre le changement climatique et les pandémies peuvent être similaires et doivent être complémentaires car ils reposent, entre autres, sur l'approche «Une seule santé», qui consiste à élaborer et à mettre en œuvre des programmes, des lois et des recherches dans le cadre d'un effort multisectoriel en vue d'obtenir de meilleurs résultats en matière de santé publique. Les initiatives présentées ici montrent que les jeunes, et en particulier les jeunes autochtones, peuvent être des moteurs du changement et proposer des solutions novatrices aux problèmes actuels. Les peuples autochtones sont des alliés dont on ne saurait se passer pour préserver et accroître les stocks de carbone et la biodiversité dans le monde, améliorer la gestion durable des écosystèmes et faciliter l'adaptation aux effets du changement climatique à l'échelle mondiale. Les peuples autochtones sont non seulement les premiers concernés par les menaces liées au climat et la marginalisation sociale et politique, mais ils jouent également un rôle de premier plan dans la protection de la planète. Il a maintes fois été souligné par des scientifiques du monde entier, ainsi que dans le cadre du processus de la CCNUCC, qu'il fallait tirer des enseignements de leurs connaissances et



pratiques traditionnelles, celles-ci étant jugées cruciales pour la durabilité des pratiques agricoles et des écosystèmes. Dès le premier Sommet de la Terre, en 1992, les peuples autochtones ont mis en garde contre le changement climatique et exprimé leur volonté de mettre leurs connaissances et leurs pratiques traditionnelles au service de son atténuation. Il est essentiel, pour qu'ils soient en mesure de le faire, de veiller à une mise en œuvre efficace de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Par ailleurs, la Déclaration montre combien il est important d'utiliser une terminologie adaptée et de bien caractériser les peuples autochtones dans les décisions internationales qui les concernent. Dans toutes les initiatives présentées à la FAO pour les besoins de cette publication, les jeunes autochtones ont ressenti le besoin impérieux de faire entendre leur voix afin de plaider pour le respect de leurs droits humains et de faire en sorte que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones soit bien appliquée.

On trouvera dans les recommandations suivantes différentes manières de tenir compte des jeunes autochtones lors de la mise en œuvre des démarches qui découlent de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture.

Principales recommandations adressées aux négociateurs de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture et aux parties qui interviennent dans les processus de la CCNUCC relatifs aux jeunes autochtones:

- suivre le principe du consentement libre, préalable et éclairé lorsque l'on engage un dialogue avec des personnes autochtones, qu'il s'agisse de jeunes ou d'aînés, pour connaître leurs besoins et concevoir des mesures qui visent leurs communautés ou ont des incidences sur elles;
- intégrer, dès le début, les perspectives et les recommandations des jeunes autochtones dans tous les processus de prise de décisions qui les concernent et considérer ceux-ci comme des parties prenantes officielles dans toutes les démarches liées aux politiques, notamment, mais pas uniquement, en créant des mécanismes structurés qui permettent aux jeunes chefs de file autochtones de participer à la prise de décisions et en leur offrant un espace où ils pourront exprimer leurs besoins en toute confiance;
- mettre au point des programmes de formation sur les nouvelles technologies dans les langues des peuples autochtones pour doter les jeunes autochtones, dans un cadre interculturel, des capacités qui leur permettront de créer des plans locaux en faveur de la conservation des connaissances traditionnelles, de l'adaptation au changement climatique et du maintien des systèmes alimentaires des peuples autochtones. Il peut être utile, à cette fin, de mener des actions novatrices qui associent connaissances ancestrales et nouvelles technologies;
- réer des mécanismes de financement structurés qui conviennent et soient facilement accessibles aux jeunes autochtones afin de leur permettre de s'adapter et de se relever rapidement en cas d'événement extrême ou de crise, et faire participer les jeunes autochtones à l'élaboration des plans de préparation aux situations d'urgence, d'intervention et d'adaptation au changement climatique.

Le processus de KJWA pour l'agriculture vise à définir la voie à suivre dans le secteur de l'agriculture sous l'égide de la CCNUCC. Les parties prenantes ont une occasion exceptionnelle de mettre en place une collaboration étroite et des échanges de connaissances approfondis avec les jeunes autochtones pour atteindre les objectifs fixés par la communauté internationale pour les systèmes alimentaires selon une démarche juste, inclusive et durable.

14 East et Sharp, L. 2020. Urban Farming Flourishes in Chicago. Chicago, Illinois. 3 pp.

Aborigen Forum. 2020. *COVID-19 in Russia. The impact on indigenous peoples' communities.* Aborigen-Forum Report submitted to the UN Special Rapporteur on the rights of indigenous peoples. Fédération de Russie. 6 pp. [en lígne] www.ohchr.org/Documents/Issues/IPeoples/SR/COVID-19/IndigenousCSOs/RUSSIA%20-%20 Aborigen%20Forum%20position%20.docx).

Anderson, I., Robson, B., Connolly, M., Al-Yaman, F., Bjertness, E., King, A., Tynan, M. *et al.* 2016. *Indigenous and tribal peoples' health* (The Lancet-Lowitja Institute Global Collaboration): a population study. Lancet (Londres, Royaume-Uni), 388(10040): 131–157. https://doi.org/10.1016/S0140-6736(16)00345-7

APTN National News. 2020. Ontario leaders plead for government help as remote First Nation counts first COVID-19 case. Dans: APTN News [en lígne]. [Cité le 28 août 2020]. www.aptnnews.ca/national-news/ontario-leaders-plead-for-government-help-as-remote-first-nation-counts-first-covid-19-case/

Banque Mondiale. 2020. The Philippines: Transferring the Cost of Severe Natural Disasters to Capital Markets. Washington, DC. 1 p. (également disponible sur www.worldbank.org/en/news/feature/2020/04/09/the-philippines-transferring-the-cost-of-severe-natural-disasters-to-capital-markets).

Bush, E. et Lemmen, D.S. 2019. Canada's Changing Climate Report. Ottawa. 444 pp.

CBD. 2020. Convention on Biological Diversity - General Information [en ligne]. [Cité le 5 février 2021]. www.cbd.int/traditional/general.shtml

CCNUCC. 2015. *Kenya's Intended Nationally Determined Contribution (INDC). B*onn, Allemagne. 7 pp. (également disponible sur https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Kenya%20First/Kenya NDC 20150723.pdf).

CCNUCC. sans date. *Constituencies and informal groups.* [en ligne]. [Cité le 18 août 2021] https://unfccc.int/process-and-meetings/conferences/side-events-and-exhibits/admitted-ngos#eq-2)

Compact for Young People in Humanitarian Action. 2020. *COVID-19: Working with and for young people*. New York. 37 pp. (également disponible sur https://static1.squarespace.com/static/5b2d24e39d5abbe187e75234/t/5ec3fd1456f8a03becbc2699/1589902616805/COMPACT+COVID19-05.pdf).

Dewees, S. et Marks, B. 2017. *Twice Invisible: Understanding Rural Native America.* First Nations Development Institute Longmont, CO. 10 pp.(également disponible sur www.usetinc.org/wp-content/uploads/bvenuti/WWS/2017/May%202017/May%208/Twice%20 Invisible%20-%20Research%20Note.pdf).

Dwayne, M., ed. 2020. *The Indigenous World 2020.* The International Work Group for Indigenous Affairs Copenhague. 784 pp. (également disponible sur http://iwgia.org/images/yearbook/2020/IWGIA The Indigenous World 2020.pdf).

Dwayne, M. 2021. *The Indigenous World 2021.* The International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA). 824 pp. (également disponible sur <a href="https://iwgia.org/doclink/iwgia-book-the-indigenous-world-2021-eng/eyJ0eXAiOiJKV1QiLCJhbGciOiJIUzl1NiJ9.eyJzdWliOiJpd2dpYS1ib29rLXRoZS1pbmRpZ2Vub3VzLXdvcmxkLTlwMjEtZW5nliwiaWF0ljoxNjE4OTE0NDcyLCJleHAiOjE2MTkwMDA4NzJ9.16jl03Uv-9UUBvvf4xV5yXkXCPIT46vbfKaGwvYvbvA).

FAO. 2013. Indigenous peoples' food systems & well-being: interventions & policies for healthy communities. B. Erasmus, D. Spigelski et B. Burlinga, eds. FAO. Rome. 398 pp.

FAO. 2017. Building resilience for in times of conflict and crisis: food security and nutrition a perspective from the Near East and North Africa (NENA) region. FAO. Le Caire. 62 pp. (également disponible sur www.fao.org/3/18336EN/i8336en.pdf).

FAO. 2019. Comprendre l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture. Rome. 32 pp. (également disponible sur www.fao.org/publications/card/en/c/CA6910FR).

FAO. 2020a. FAOSTAT. Dans: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [en lígne]. Rome. [Cité le 7 janvier 2020]. www.fao.org/faostat/fr/#home

FAO. 2020b. Anticiper les effets de la covid-19 dans les situations de crise humanitaire et alimentaire. FAO. Rome. 5 pp. www.fao.org/publications/card/en/c/CA8464FR

FAO. 2020c. Addressing inequality in times of COVID-19. FAO. Rome. 11 pp. https://doi.org/10.4060/ca8843en

FAO. 2020d. *Social Protection and COVID-19 response in rural areas*. FAO. Rome. 10 pp. https://doi.org/10.4060/ca8561en

FAO. 2020e. *Food systems* [en ligne]. [Cité le 15 janvier 2021]. <u>www.fao.org/food-systems/en/</u>

FAO. 2020f. Action commune de Koronivia pour l'agriculture. www.fao.org/koronivia/about/fr/

FAO. 2020g. Indigenous peoples' health and safety at risk due to Coronavirus (COVID-19). FAO. Rome. 2 pp. (également disponible sur www.fao.org/fileadmin/user_upload/faoweb/2020/Indigenous/Indigenous Peoples Unit COVID-19 Statement English.pdf).

FAO. 2020h. *COVID-19 and indigenous peoples.* **FAO**. **Rome**. 15 pp. (également disponible sur www.fao.org/3/ca9106en/CA9106EN.pdf).

FAO. 2021. *Report of the Council of FAO*. (également disponible sur <u>www.fao.org/3/nf693en/nf693en.pdf</u>)

FNHA. 2020. *Mental Health & Cultural Supports*. First Nations Health Authority. 2 pp. (également disponible sur: www.fnha.ca/Documents/FNHA-COVID-19-Mental-Health-and-Cultural-Supports.pdf).

FSIN. 2020. Global Report on Food Crisis: Joint Analysis for Better Decisions. 240 pp. (également disponible suren www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC_2020_ONLINE_200420_FINAL.pdf).

Garcia, N. 2018. *Indigenous Youth Leading the Way.* In: Cultural Survival [en ligne]. [Cité le 15 octobre 2020]. www.culturalsurvival.org/publications/cultural-survival-quarterly/indigenous-youth-leading-way-0

GIYC. 2020. About Global Indigenous Youth Caucus. Dans: Global Indigenous Youth Caucus [en ligne]. [Cité le 6 août 2020]. www.globalindigenousyouthcaucus.org/about/

Hobson, B. 2020. A look at how Indigenous organizations are addressing COVID-19. Dans: APTN News [en ligne]. [Cité le 28 août 2020]. www.aptnnews.ca/national-news/a-look-at-how-indigenous-organizations-are-addressing-covid-19/

Human Rights Watch. 2020. "My Fear is Losing Everything" The Climate Crisis and First Nations' Right to Food in Canada. United States of America. 129 pp. (également disponible sur www.hrw.org/sites/default/files/media 2020/10/canada1020 web 1.pdf).

IIFB. sans date. International Indigenous Forum on Biodiversity/Foro Internacional Indígena sobre Biodiversidad [en ligne]. [Cité le 5 février 2021]. https://iifb-fiib.org/

ILO. 2019. *Indigenous Peoples and Climate Change: Emerging Research on Traditional Knowledge and Livelihoods.* International Labour Organization. Genève, Suisse. 131 pp. (également disponible sur www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---ilo_aids/documents/publication/wcms_686780.pdf).

IPCC. 2019. Climate Change and Land: An IPCC Special Report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems. Geneva, World Meteorological Organization. 1542 pp. (également disponible sur www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/Fullreport-1.pdf).

IPCC. 2021. Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Cambridge University Press. 3949 pp. (également disponible sur www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/#FullReport).

IPEC et INDISCO COOP. 2003. *Indigenous and tribal children: Assessing child labour and education challenges.* (également disponible sur www.ilo.org/ipec/ Informationresources/WCMS_IPEC_PUB_1100/lang--en/index.htm).

ISHR. 2019. *Global Indigenous Youth: Through Their Eyes.* Institute for the Study of Human Rights - Columbia University. New York, NY. 320 pp.

Mercurio, A. 2020. *How COVID-19 impacts Indigenous communities.* Dans: Ryerson University [en ligne]. [Cité le 28 août 2020]. www.ryerson.ca/news-events/news/2020/05/how-covid-19-impacts-indigenous-communities/

Nania, J. et Cozzeto, K. 2014. Considerations for climate change and variability adaptation for the Najavo Nation. University of Colorado. Boulder, CO. 212 pp. (également disponible sur www.colorado.edu/law/sites/default/files/Considerations%20 For%20Climate%20Change%20and%20Variability%20Adaptation%20on%20the%20 Navajo%20Nation.vf .pdf).

National Congress of American Indians. 2020. *Tribal Nations and the United States: An Introduction*. Washington, DC. 4 pp. (également disponible sur www.ncai.org/tribalnations/introduction/Indian Country 101 Updated February 2019.pdf).

North American Indigenous Peoples. 2020. Statement on North American Indigenous Peoples Food Systems. Rome. 4 pp. (également disponible sur http://msgfocus.com/files/amf_fao/workspace_215/Statements/Final_Statement_on_North_American_Indigenous_Peoples_Food_Sytems_24_Dec_2020_High-Level_Expert_Seminar_DEC_15.pdf).

OHCHR. 2020. *COVID-19 and indigenous peoples' right*. 14 pp. (également disponible sur www.ohchr.org/Documents/Issues/IPeoples/OHCHRGuidance_COVID19 IndigenouspeoplesRights.pdf).

OMM. 2021. State of the Global Climate 2020: Provisional Report. World Meteorological Organization. Genève, Suisse. 38 pp. (également disponible sur https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10444).

Ortiz, E. 2020. As the coronavirus pandemic strains supplies, Native Americans fight food insecurity. Washington, DC. 1 p. (également disponible sur www.nbcnews.com/news/us-news/coronavirus-pandemic-strains-supplies-native-americans-fight-food-insecurity-n1213116).

Persoon, G.A. et Minter, T. 2020. Knowledge and Practices of Indigenous Peoples in the Context of Resource Management in Relation to Climate Change in Southeast Asia. Sustainability, 12(19). https://doi.org/10.3390/su12197983

Risky Business. 2015. *Heat in the heartland: Climate Change and Economic Risk in the Midwest*. Risky Business. 58 pp. (également disponible sur https://riskybusiness.org/site/assets/uploads/2015/09/RBP-Midwest-Report-WEB-1-26-15.pdf).

Rosengrand, M.W., Perey, N., Pradesha, A. et Thomas, T.S. 2015. *The economywide impacts of climate change on the Philippine agriculture.* Washington, DC. (également disponible sur http://ebrary.ifpri.org/utils/getfile/collection/p15738coll2/id/129544/filename/129755.pdf).

Rosengrand, M.W. et Sombilla, M.A. 2019. *Climate-Resilient Agriculture in the Philippines*. Philippines. 24 pp. (également disponible sur https://cgspace.cgiar.org/bitstream/handle/10568/82572/http://CRA_Profile_Philippines.pdf).

Schmidhuber, J., Pound, J. et Qiao, B. 2020. *COVID-19: Channels of transmission to food and agriculture.* Rome, FAO. 38 pp. https://doi.org/10.4060/ca8430en

Schnitter, R. et Berry, P. 2019. The Climate Change, Food Security and Human Health Nexus in Canada: A Framework to Protect Population Health. International Journal of Environmental Research and Public Health, 16(14). https://doi.org/10.3390/ijerph16142531

States at Risk. 2020. *Stagnant air undermines progress toward clear air in Chicago*. En: States at Risk [en ligne]. https://statesatrisk.org/illinois/all

The Hopi Tribe. 2021. *The Hopi Tribe*. Dans: The Hopi Tribe Official website [en ligne]. [Cité le 4 juin 2021]. www.hopi-nsn.gov/

UN. 2020. Shared Responsibility, Global Solidarity: Responding to the socio-economic impacts of COVID-19. New York, NY, United Nations. 22 pp. (également disponible sur https://unsdg.un.org/sites/default/files/2020-03/SG-Report-Socio-Economic-Impact-of-Covid19.pdf).

UN Indigenous Peoples. 2020. *COVID-19 and Indigenous peoples | United Nations For Indigenous Peoples* [en ligne]. [Cité le 28 août 2020]. www.un.org/development/desa/ indigenouspeoples/covid-19.html

United Nations Department of Economic and Social Affairs. 2018. *Definition of Youth.* New York, NY. 3 pp. (également disponible sur www.un.org/esa/socdev/documents/youth/fact-sheets/youth-definition.pdf).

UNOCHA. 2020. *Kenya: Floods Flash Update No. 1.* New York, NY. 2 pp. (également disponible sur https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ROSEA_20200507_Kenya_Floods_FlashUpdate%231.pdf).

USEPA. 2016. *Climate Change and the Health of Indigenous Population*. Washington, DC. 1 p. (également disponible sur www.cmu.edu/steinbrenner/EPA%20Factsheets/ indigenous-health-climate-change.pdf).

Veron, R. 2015. A Native perspective: Food is more than consumption. Commentaries on race and ethnicity in food systems work, 5(4): 137–142.

YOUNGO, U.N. 2021. *YOUNGO – Children and Youth constituency to United Nations Framework Convention on Climate Change* [en ligne]. [Cité lel 5 février 2021]. <u>www.</u> youngo.uno/

Lignes directrices pour les études de cas

CRITÈRES GÉNÉRAUX

- Les études de cas doivent être présentées en anglais uniquement et ne doivent pas dépasser 1 500 mots.
- La publication vise à couvrir les sept régions socioculturelles désignées par les peuples autochtones: 1) Afrique; 2) Amérique centrale, Amérique du Sud et Caraïbes; 3) Amérique du Nord; 4) Arctique; 5) Asie; 6) Europe de l'Est, Fédération de Russie, Asie centrale etTranscaucasie; 7) Pacifique. Veuillez indiquer la région concernée par votre étude de cas.
- Veuillez joindre des photographies de bonne qualité (format de fichier jpg ou tiff), avec le nom du photographe et de l'organisation, et donner des indications claires concernant les droits d'auteur.
- Si vous joignez des graphiques, des figures ou des infographies, veuillez les fournir au format .pdf ou .ai.
- Veuillez fournir des ressources supplémentaires dans la mesure du possible (liens vers des sites web, des vidéos, des blogs, etc.).
- La date limite de présentation des études de cas est fixée au 1er juillet 2020.
 Veuillez nous envoyer un courriel à l'adresse Koronivia-JWA@fao.org. Si vous avez des questions ou si vous souhaitez obtenir plus d'informations, veuillez nous contacter à la même adresse.

THÈMES PROPOSÉS POUR LES ÉTUDES DE CAS

Afin de faciliter l'édition, les initiatives seront classées selon quatre catégories. Veuillez indiquer UN thème, parmi les quatre suivants, auquel votre étude de cas contribue:

- Santé. Actions collectives et nouveaux réseaux, fourniture de services essentiels de santé et/ou d'hygiène, utilisation de médicaments traditionnels pour la prévention des maladies, amélioration de l'accès aux services de santé publique, promotion des pratiques traditionnelles en matière de santé en vue de leur application dans d'autres contextes, initiatives en rapport avec les protocoles nationaux de lutte contre les pandémies, traduction des règles et directives sanitaires dans des langues autochtones, diffusion de traductions des informations relatives à la santé, formation à des pratiques d'hygiène adéquates, suivi des données ventilées concernant la santé, etc.
- Sécurité alimentaire et systèmes alimentaires. Action collective et nouveaux réseaux, approvisionnement alimentaire d'urgence, promotion des systèmes alimentaires traditionnels, adaptation des systèmes alimentaires aux fins de l'approvisionnement alimentaire, systèmes alimentaires traditionnels utilisés pour assurer la sécurité alimentaire, etc.
- Entrepreneuriat et innovation. Recours aux connaissances traditionnelles pour la recherche de solutions novatrices, utilisation des connaissances traditionnelles pour les soins de santé préventifs, renforcement de la résilience des communautés et de la cohésion sociale, action collective et nouveaux réseaux, moyens novateurs de poursuivre l'enseignement pendant la pandémie, utilisation des réseaux sociaux pour la sensibilisation du public, action collective et nouveaux réseaux, nouveaux marchés créés du fait de la pandémie, nouveaux produits, nouvelles pratiques, réutilisation d'objets à des fins différentes, etc.
- Revenus et soutien financier. Transferts en nature, transferts en espèces, action
 collective et nouveaux réseaux, prêts de faible montant, microcrédits, nouvelles
 sources de revenus possibles, accès à la terre, etc.

COMMENT STRUCTURER VOTRE ÉTUDE DE CAS

Veuillez structurer votre étude de cas autour des quatre sections présentées ci-après:

A. Répercussions/situation au niveau régional (350 mots maximum)

Quels sont les effets du changement climatique dans la région/sur la communauté? Par exemple:

- Quels sont les effets du changement climatique sur l'agriculture, les rendements, la production?
- Le changement climatique a-t-il entraîné une modification de la structure sociale au sein des communautés autochtones?
- Quels sont les besoins en matière d'adaptation au changement climatique?

Comment la situation a-t-elle évolué au cours de la pandémie (conditions socioéconomiques et sécurité alimentaire avant et pendant la pandémie de covid-19)? Par exemple:

- Quelles ont été les incidences de la pandémie sur la résilience des peuples autochtones face au climat?
- Quelles ont été les répercussions sur l'accès aux services de santé et d'assainissement, à la nourriture, aux services écosystémiques, à l'éducation, aux connaissances sur le virus, aux marchés et aux réseaux de soutien nécessaires établis avec les pouvoirs publics ou des organisations non gouvernementales (ONG) partenaires?
- Quelles sont les autres difficultés socioéconomiques que rencontre la communauté en raison de la pandémie (travail des enfants, chômage, accaparement des terres, inégalités, inclusion des jeunes dans la prise de décisions et la définition d'orientation, migration vers les centres urbains, relations entre les personnes âgées et les jeunes, violence, etc.)?
- Existe-t-il des problèmes liés à l'approvisionnement alimentaire? L'accès aux marchés est-il assuré?

B. Informations concernant l'initiative/l'ONG/le groupe de jeunes (150 mots max) Par exemple:

- Nom de l'initiative/de l'ONG/du groupe de jeunes (s'il y en a un)
- Nombre de membres
- Historique/chronologie
- Représentation géographique
- Objectifs principaux
- Groupe(s) cible(s)
- Lien vers le site web/coordonnées

C. Description du projet (600 mots max)

Par exemple:

- Principaux intervenants et partenaires
- Quelles actions ont été menées?
- Quels sont les principaux résultats obtenus?
- Quel est ou quel pourrait être le rôle de la FAO?

D. Possibilité de toucher d'autres communautés, enseignements tirés, recommandations (400 mots max)

- En quoi cette activité constitue-t-elle une bonne pratique?
- Quels ont été les difficultés rencontrées et les enseignements tirés?
- Cette initiative peut-elle être appliquée à d'autres communautés?
- Principales recommandations à l'intention des membres de la communauté/des personnalités politiques/de la FAO?

COORDONNÉES ET INFORMATIONS

BUREAU DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, DE LA BIODIVERSITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

OCB-Director@fao.org www.fao.org/koronivia/fr/ Twitter @FAOClimate

DIVISION DES PARTENARIATS ET DE LA COLLABORATION AU SEIN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Indigenous-Peoples@fao.org www.fao.org/indigenous-peoples/fr Twitter @FAOIndigenous

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Rome, Italie

THE LAKE SEBU INDIGENOUS WOMEN AND FARMERS ASSOCIATION

Courriels: Virginia.Agcopra@fao.org JuanFidel.Rodriguez@fao.org

KIPKANDULE CODE AREA

Courriels: k.areacode@gmail.com

CHI-NATIONS YOUTH COUNCIL

Courriels: chinationsyouthcouncil@gmail.com Pour en savoir plus: http://chinations.org/

KYUBEYE YOUTH

Responsable de la communauté: Nyurguyana Dyakonova pavlova_n_87@mail.ru

THE INDIGENOUS SUPPORT PROJECT

Courriels: Anna.fm@tispinfo.org General@tispinfo.org Pour en savoir plus: www.tispinfo.org

THE NAVAJO & HOPE FAMILIES COVID-19 RELIEF FUND:

Courriels: shandiinh@navajohopisolidarity.org Pour en savoir plus:

www.navajohopisolidarity.org/ www.gofundme.com/f/NHFC19Relief

Grâce au soutien financier du



